# MEMORIAL
## Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg

# MEMORIAL
## Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

## RECUEIL DE LEGISLATION

**A — N° 73** **16 avril 2015**


**Sommaire**


**Loi du 12 avril 2015 portant modification de:**

**1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance**
**2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant**
**1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;**
**2. modification du Code pénal;**
**3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance . . . . . 1390**

**Loi du 12 avril 2015**
**– autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,**
**– autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011 . . . . . page 1391**

**Loi du 12 avril 2015 portant modification de:**

**1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance**

**2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant**

**1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;**

**2. modification du Code pénal;**

**3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 24 mars 2015 et celle du Conseil d'Etat du 25 mars 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1er.** L'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance est modifié comme suit:

a) Les paragraphes 1er et 2 sont remplacés par le libellé suivant:

«1. Dans tous les nouveaux contrats d'assurance, le sexe ne peut pas être utilisé comme facteur de différenciation dans le calcul des primes et des prestations d'assurances.»

b) Le paragraphe 3 est renuméroté en paragraphe 2.

**Art. 2.** L'article 6 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance est modifié comme suit:

a) Les paragraphes 1er et 2 sont remplacés par le libellé suivant:

«1. Dans tous les nouveaux contrats, le sexe ne peut pas être utilisé comme facteur de différenciation dans le calcul des primes et des prestations d'assurances et des services financiers connexes.»

b) Les paragraphes 3 et 4 sont renumérotés en paragraphes 2 et 3.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*
**Pierre Gramegna**

Château de Berg, le 12 avril 2015.
**Henri**

Doc. parl. 6454 A; sess. ord. 2011-2012; 2012-2013 et 2014-2015.

**Loi du 12 avril 2015**

- **autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,**
- **autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 11 mars 2015 et celle du Conseil d'Etat du 25 mars 2015 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1er.** Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de la souscription du Luxembourg à l'augmentation sélective et générale du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, telle que proposée par son Conseil des Gouverneurs aux termes de ses résolutions numéros 612 et 613. Le Gouvernement est autorisé à souscrire 637 actions nouvelles valant chacune 120.635,00 dollars américains.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Finances,*
**Pierre Gramegna**

Château de Berg, le 12 avril 2015.
**Henri**

Doc. parl. 6735; sess. ord. 2014-2015.

ANNEXE

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT**

# AUGMENTATION SÉLECTIVE DU CAPITAL DE 2010

## PROCÉDURES DE SOUSCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL EN APPLICATION DE LA RÉSOLUTION N° 612 DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

**Washington, D.C.**
**Mars 2011**

## TABLE DES MATIÈRES

**Page**

I. INTRODUCTION ..... 1

II. PRÉAVIS D'INTENTION DE SOUSCRIRE ..... 1

III. FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION ..... 1

IV. MODALITÉS DE PAIEMENT ..... 2

V. AUTORISATION LÉGISLATIVE DE SOUSCRIPTION SUPPLÉMENTAIRE ..... 4

VI. MÉMOIRE JURIDIQUE ..... 4

VII. ATTESTATION ..... 5

VIII. DÉLAI DE SOUSCRIPTION ..... 5

IX. MODIFICATION DES DROITS DE VOTE ..... 5

X. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ..... 5

ANNEXE A : Résolution portant sur l'augmentation sélective du capital 2010 ..... 6

ANNEXE B : Modèle de souscription ..... 13

ANNEXE C : Nombre de parts attribuées et montants des paiements ..... 14

ANNEXE D : Liste des membres de l'IDA non admissibles à emprunter à la BIRD ..... 17

ANNEXE E : Instructions concernant le paiement par bon ..... 18

APPENDICE A : Modèle de demande de paiement par bon de souscription du capital ..... 20

APPENDICE B : Modèle de bon ..... 22

APPENDICE C : Modèle de confirmation de dépôt de bon ..... 23

## I. INTRODUCTION

1. Le 16 mars 2011, le Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque) a adopté la Résolution n° 612 intitulée « Augmentation sélective du capital social autorisé 2010 pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition » (Résolution portant sur l'ASC) ; la copie de cette résolution figure en Annexe A au présent rapport. En vertu de cette résolution, le capital autorisé de la Banque est augmenté et la Banque est autorisée à accepter la souscription de parts supplémentaires par les membres éligibles.

2. Cette brochure a pour objet de présenter les mesures à prendre pour la souscription des parts supplémentaires au capital de la Banque telles qu'elles sont autorisées pour chaque membre au paragraphe 2 de la Résolution portant sur l'ASC.

## II. PRÉAVIS D'INTENTION DE SOUSCRIRE

3. Les membres qui souhaitent souscrire des parts en application de la Résolution portant sur l'ASC doivent faire connaître leur intention à la Banque dès que possible. Un tel avis, qui ne constitue pas un engagement contraignant de la part du membre, facilite la planification financière de la Banque.

4. Cette notification peut être transmise par courriel, télécopie ou courrier postal. Les formulaires transmis sous forme de pièce jointe à un courriel doivent être envoyés à corpsecmembers@worldbank.org ; les formulaires transmis par télécopie doivent être envoyés au numéro (202)522-1642 ou (202)477-6391 ; les formulaires transmis par courrier postal doivent être envoyés à l'adresse suivante : The World Bank Group, MSN MC11-1115, 1818 H Street, NW, Washington, D.C. 20433 (États-Unis).

## III. FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION

5. Chaque membre qui souscrit des parts supplémentaires au capital social de la Banque est tenu de fournir à cet effet un formulaire de souscription revêtant généralement la forme du modèle indiqué à l'Annexe B. Les conditions et modalités de ces souscriptions sont stipulées dans le paragraphe 3 de la Résolution portant sur l'ASC.

6. Conformément au paragraphe 3(f)(iv) de la Résolution portant sur l'ASC, les membres[1] à qui ont été attribuées des parts en vertu du paragraphe 2, colonne 1 sur la base de l'engagement pris par le membre d'apporter les contributions convenues à la Seizième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), déposeront d'abord un Instrument d'engagement au titre de la Reconstitution d'IDA-16 du montant convenu entre le membre et la Banque.

7. Le Formulaire de souscription et l'Instrument d'engagement peuvent être transmis par courriel, télécopie ou courrier postal. Les formulaires transmis sous forme de pièce jointe à un courriel doivent être envoyés à corpsecmembers@worldbank.org ; les formulaires transmis par télécopie doivent être

[1] Les membres qui se sont engagés à apporter des contributions à la Reconstitution d'IDA-16 étaient l'Argentine, le Chili, la République islamique d'Iran, le Koweït, le Pérou, les Philippines, la Fédération de Russie et l'Arabie Saoudite.

envoyés au numéro (202)522-1642 ou (202)477-6391 ; les formulaires transmis par courrier postal doivent être envoyés à l'adresse suivante : The World Bank Group, MSN MC11-1115, 1818 H Street, NW, Washington, D.C. 20433 (États-Unis).

## IV. MODALITÉS DE PAIEMENT

8. La Résolution portant sur l'ASC dispose que toute souscription de parts est subordonnée à la mise à disposition immédiate et sans restriction du capital libéré en monnaie nationale. Par ailleurs, pour assurer que les fonds libérés sont immédiatement utilisables par la Banque dans le cadre de ses opérations, les paiements effectués au titre de la souscription à l'ASC seront effectués en numéraire. En lieu et place du montant en numéraire, pour tout membre dont les règles législatives exigent le paiement des souscriptions avec des bons, la Banque acceptera également des bons déposés par le membre. Les montants précis que doit verser chaque membre sont indiqués dans l'Annexe C.

9. Le capital social de la Banque est exprimé dans les Statuts de la Banque en dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944 (dollars de 1944). Le 14 octobre 1986, le Administrateurs de la Banque ont décidé, à compter du 30 juin 1987 et jusqu'à ce que les clauses pertinentes des Statuts soient modifiées, d'interpréter l'expression « dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944» figurant dans l'article II, Section 2(a) des Statuts de la Banque comme désignant le Droit de tirage spécial (DTS) introduit par le Fonds monétaire international, à la valeur qu'avait le DTS par rapport au dollar des États-Unis juste avant l'adoption, le 1er juillet 1974, de la méthode de calcul de la valeur du DTS par rapport à un panier, ladite valeur étant égale à 1,20635 dollar courant des États-Unis pour un DTS (le DTS de 1974), soit 120 635 dollars des États-Unis la part.

10. La fraction libérée est égale à 6% du prix de la souscription totale de parts payable comme suit :

A. **Versement de la tranche en dollars des États-Unis**

Le membre effectuant la souscription versera 0,6 % du montant en dollars des États-Unis. La tranche de 0,6 % doit être versée au compte no 2000192003476 (ABA 026005092) de la BIRD à Wells Fargo Bank N.A., New York. Le versement doit être confirmé par Wells Fargo Bank N.A. avant que la souscription ne puisse être effective ; et

B. **Versement de la tranche en monnaie nationale**

Le membre souscripteur verse 5,4 % du montant de la souscription en monnaie nationale d'un membre, si elle est librement convertible. La tranche de 5,4 % doit être versée au compte « A » de la BIRD auprès du dépositaire de la Banque dans le pays membre (généralement la Banque centrale). Ce montant est calculé au taux de change en vigueur sur le marché ou immédiatement avant la date du versement. Le versement doit être confirmé par le dépositaire avant que la souscription ne puisse être effective. Si la monnaie nationale du pays membre n'est pas librement convertible, la portion de 5,4 % peut être versée en toute monnaie librement convertible. Aux fins de la présente augmentation du capital, la Banque considérera comme étant une « monnaie librement convertible » la monnaie d'un pays membre que la Banque détermine

comme étant suffisamment convertible en dollars des États-Unis[2]. Pour assurer la mise à disposition sans restriction du capital libéré en monnaie nationale, la Banque le convertit immédiatement en dollars des États-Unis dans le but d'utiliser ces fonds dans le cadre de ses opérations.

C. **Versement par bons**

i) Aux termes de la Résolution portant sur l'ASC, chaque membre reconnaît que la fraction libérée de sa souscription est nécessaire à la Banque aux fins de ses opérations et que le droit en vigueur au titre de l'Article V, Section 12 des Statuts de substituer des bons à la monnaie d'un pays membre ne s'applique pas à la présente souscription. Toutefois, si pour des raisons de contraintes législatives, un pays membre doit régler le montant de sa souscription par des bons, la Résolution portant sur l'ASC autorise les membres à effectuer les paiements en déposant des bons non négociables et sans intérêt payables à vue et émis par le membre ou son dépositaire. Les bons peuvent être libellés en monnaie nationale du pays membre[3] ou en dollars des États-Unis. Pour que les montants correspondants soient immédiatement utilisables, les bons seront encaissés sans délai par la Banque. En cas de non-règlement des bons, les droits de vote associés aux parts de capital correspondantes pourront faire l'objet de suspension dans les sept jours qui suivent. Les membres qui désirent effectuer les versements par notes doivent soumettre une demande sous la forme indiquée à l'Annexe E.

ii) Si l'encaissement d'un bon produit un montant inférieur au prix d'achat des parts en raison des fluctuations du taux de change entre la date d'émission du bon et la date d'encaissement, l'État membre devra effectuer un paiement supplémentaire à la Banque dans un délai de sept jours. Si la Banque ne reçoit pas de paiement supplémentaire, les droits liés à la participation (y compris les droits de vote) concernant les parts représentées par l'insuffisance de paiement seront suspendus dans un délai de sept jours tant que le paiement intégral n'a pas été reçu. Si les fluctuations du taux de change entraînent un excèdent de paiement de la part du membre, la Banque appliquera tout excédent de paiement aux parts supplémentaires à concurrence du maximum du nombre de parts allouées au membre. Une fois que l'allocation du membre aura été intégralement souscrite, la Banque remboursera sans délai tout excédent de paiement au membre.

D. **Membres exclusivement IDA**

L'obligation de paiement en une monnaie librement convertible pouvant constituer une lourde charge pour les réserves en devises des États membres, les États membres à faible revenu, c'est-à-dire des États membres éligibles à bénéficier des ressources de l'IDA mais non éligibles à emprunter à la Banque (pays exclusivement IDA) au 1er juillet 2010 (les membres dont la liste

[2]En règle générale, les monnaies librement convertibles sont des monnaies qui sont aisément achetées, vendues et converties dans d'autres monnaies sans qu'il soit nécessaire d'obtenir la permission d'une banque centrale ou d'une entité publique et sans restrictions imposées par le gouvernement à la manière d'effectuer la transaction ni au montant faisant l'objet de transaction. En revanche, une monnaie n'est pas librement convertible si elle est échangeable dans certaines circonstances mais pas dans d'autres. Par exemple, un pays peut autoriser la libre convertibilité pour les transactions commerciales intérieures mais exiger une approbation spéciale pour les investissements internationaux afin de conserver le contrôle du gouvernement sur les flux de tels investissements entrant ou sortant du pays. De même, une monnaie n'est pas librement convertible si le gouvernement contrôle le taux de change ou exige des autorisations pour échanger plus qu'un certain montant.

[3]À condition que la monnaie soit librement convertible tel qu'il est prévu au paragraphe 10 B de la présente publication. Pour les pays exclusivement IDA mentionnés au paragraphe 10 D de la présente publication, les bons pourraient encore être libellées en monnaie nationale même si celle-ci n'est pas librement convertible.

figure dans l'Annexe D), peuvent verser la fraction du capital payable en leur monnaie nationale même si leur monnaie nationale n'est pas librement convertible. Ces monnaies nationales doivent être librement disponibles aux fins d'utilisation par la BIRD, y compris la possibilité de transférer la monnaie nationale de la Banque centrale à un compte dans une banque commerciale portant le nom de la BIRD.

## V. AUTORISATION LÉGISLATIVE DE SOUSCRIPTION SUPPLÉMENTAIRE

11. La Banque reconnaît que l'autorisation législative de souscription des parts supplémentaires variera d'un pays à l'autre. À la demande de tout membre, la Banque est prête à examiner tout projet de législation en la matière et à faire part des ses observations.

## VI. MÉMOIRE JURIDIQUE

12. En application des dispositions du paragraphe 3(e) de la Résolution portant sur l'ASC, avant que la Banque n'accepte chaque souscription, chaque membre souscripteur est tenu de fournir à la Banque un Mémoire juridique (consultation) signé par un juriste de son Gouvernement ayant qualité pour donner son opinion sur la régularité des décisions prises par les pouvoirs publics. Ce mémoire devra indiquer :

a) Les conditions requises par la législation de l'État membre pour souscrire des parts supplémentaires a capital social de la Banque, et mentionner les dispositions et clauses particulières de ladite législation autorisant l'État membre à souscrire des parts supplémentaires ;

b) La façon dont ces conditions ont été remplies ; il conviendra notamment de citer le document aux termes duquel est effectuée la souscription, et d'indiquer la qualité de la personne habilitée à signer ledit document qui constitue un engagement irrévocable de la part de l'État membre ; et

c) Les conditions requises par la législation de l'État membre pour effectuer les paiements au titre de sa souscription, y compris la portion de cette souscription qui demeure sujette à appel et tous les montants qui devront être payés pour maintenir la valeur de la portion en monnaie nationale de la souscription au capital social[4] ; il conviendra également d'indiquer l'acte législatif ordonnant que ces paiements soient effectués dans les formes et aux échéances fixées.

13. Se fondant sur ce qui précède, le mémoire devra enfin démontrer que le membre souscripteur a pris toutes les mesures nécessaires pour remplir ses obligations découlant des Statuts de la Banque en ce qui concerne les parts supplémentaires souscrites au capital social, et devra être accompagné de copies de tous les documents sur lesquels se fonde le mémoire.

[4]Voir Article II, Sections 5, 7 et 9 des Statuts de la Banque. En outre, l'obligation d'effectuer des paiements pour maintenir la valeur de la fraction en monnaie nationale de la souscription du membre au capital ne s'applique que dans le cas des pays membres exclusivement IDA qui optent d'effectuer les versements en leur monnaie nationale, conformément à la disposition figurant à la fin du paragraphe 3(c) de la Résolution portant sur l'ASC.

## VII. ATTESTATION

14. Chaque membre souscripteur est également tenu de fournir à la Banque une attestation, soit combinée avec le Formulaire de souscription (Annexe B), soit sous forme de déclaration séparée, certifiant qu'il a pris toute mesure nécessaire pour autoriser sa souscription.

## VIII. DÉLAI DE SOUSCRIPTION

15. Les États membres ont quatre ans du 16 mars 2011, date d'adoption de la résolution portant sur l'ASC, au 16 mars 2015, pour souscrire les parts qui leur sont allouées. Toute demande de prolongation de ce délai présentée par un pays particulier sera examinée, pour une période pouvant aller jusqu'à 24 mois après les quatre années de la période initiale. Toute demande de prolongation devra être accompagnée d'un calendrier indiquant de manière spécifique les mesures que prendra l'État membre pour souscrire les parts de capital. Toute prolongation dans le courant des 12 premiers mois devra être approuvée par la direction. Toute prolongation au-delà des 12 premiers mois devra être approuvée par les Administrateurs. Les Administrateurs comptent que la direction leur fera périodiquement rapport sur l'état d'avancement des souscriptions et sur les prolongations. Bien que les États membres soient encouragés à souscrire leurs parts au plus tôt, ils auront la possibilité d'adapter leur calendrier de souscription sur la période de souscription de quatre ans.

## IX. MODIFICATION DES DROITS DE VOTE

16. Les droits de vote des différents membres seront modifiés aux périodes auxquelles les parts correspondantes sont souscrites et émises au membre. Ainsi, les parts seront considérées souscrites et émises au membre, et les droits de vote correspondants seront modifiés après que la Banque a reçu : a) le Formulaire de souscription pour lesdites parts ; b) le Mémoire juridique se rapportant auxdites parts ; et c) les paiements requis au titre desdites parts, le tout conformément au paragraphe 3 de la Résolution portant sur l'ASC.

## X. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

17. Les membres qui souhaitent obtenir des renseignements complémentaires sur les questions examinées dans le présent document devraient écrire à la Banque, à l'attention du :

Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Télécopie numéro : (202)522-1642 or (202)477-6391
Courriel : corpsecmembers@worldbank.org

**ANNEXE A**

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT**

**Résolution n° 612**

**Augmentation sélective du capital social autorisé 2010 pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition**

ATTENDU QUE, à sa réunion d'avril 2010, le Comité ministériel conjoint des Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert des ressources réelles aux pays en développement a entériné les propositions relatives à la deuxième phase des réformes visant à renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition au sein du Groupe de la Banque mondiale ;

ATTENDU QUE, dans leur Rapport approuvé le 20 juillet 2010, les Administrateurs recommandent au Conseil des Gouverneurs d'approuver :

a) une augmentation du capital social autorisé de la Banque et l'attribution de parts aux membres ainsi qu'énoncé dans la Partie (A) de la présente Résolution ; et

b) un examen de la répartition du capital de la Banque tous les cinq ans, à partir de 2015, ainsi qu'indiqué dans la Partie (B) de la présente Résolution ; et

ATTENDU QUE pour réaliser l'objectif des augmentations spéciales des souscriptions des États membres, les Administrateurs ont noté qu'il est nécessaire que tous les États membres renoncent au droit que leur confère l'Article II, Section 3(c) des Statuts de la Banque (désignés ci-après par les « Statuts ») de souscrire une fraction de l'augmentation du capital social autorisé faisant l'objet de la présente Résolution, proportionnelle à la part de ses souscriptions antérieures ;

EN CONSÉQUENCE, le Conseil des Gouverneurs décide par les présentes ce qui suit :

A) Augmentation du capital social autorisé et attribution de parts :

1. Le capital social autorisé de la Banque est augmenté de 230 374 parts de capital, ayant chacune un pair de 100 000 Dollars des États-Unis, exprimé en dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944, tel qu'interprété par les Administrateurs ;

2. Chaque État membre de la Banque est autorisé à souscrire un nombre de parts à concurrence du nombre total de parts indiqué en face de son nom dans le tableau ci-après, sous réserve de l'application des conditions énoncées au paragraphe 3 ci-après :

| État Membre | NOMBRE DE PARTS ATTRIBUÉES | |
|---|---|---|
| | 6% LIBÉRÉ; 94% APPELABLE Colonne (1) | ENTIÈREMENT APPELABLE Colonne (2) |
| AFGHANISTAN | 99 | - |
| AFRIQUE DU SUD | 467 | - |
| ALBANIE | - | 107 |
| ALLEMAGNE | 3 812 | - |
| ANGOLA | - | 250 |
| ARABIE SAOUDITE | 6 651 | - |
| ARGENTINE | 2 643 | - |
| ARMÉNIE | - | 160 |
| AUSTRALIE | 467 | - |
| AUTRICHE | 467 | - |
| AZERBAÏDJAN | - | 225 |
| BANGLADESH | - | 250 |
| BELGIQUE | 541 | - |
| BÉLIZE | - | 84 |
| BÉNIN | - | 126 |
| BHOUTAN | - | 58 |
| BOLIVIE | - | 239 |
| BOSNIE-HERZÉGOVINE | 104 | - |
| BRÉSIL | 8 314 | - |
| BURKINA FASO | - | 126 |
| BURUNDI | - | 107 |
| CAMBODGE | 175 | - |
| CAMEROUN | - | 211 |
| CANADA | 1 255 | - |
| CAP-VERT | - | 67 |
| CHILI | 971 | - |
| CHINE | 38 283 | - |
| COLOMBIE | 1 326 | - |
| COMORES | - | 45 |
| CONGO, RÉP. DÉM. DU | - | 250 |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | - | 124 |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 13 586 | - |
| COSTA RICA | 653 | - |
| CÔTE D'IVOIRE | - | 250 |
| DANEMARK | 593 | - |
| DJIBOUTI | - | 73 |
| ÉGYPTE, RÉP. ARABE D' | 1 322 | - |
| EL SALVADOR | 568 | - |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | 1 831 | - |
| ÉQUATEUR | - | 250 |
| ÉRYTHRÉE | - | 77 |
| ESPAGNE | 6 851 | - |
| ÉTATS-UNIS | 38 459 | - |
| ÉTHIOPIE | 182 | - |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 6 651 | - |
| FINLANDE | 467 | - |
| FRANCE | 1 945 | - |
| GAMBIE | - | 70 |
| GÉORGIE | - | 211 |
| GHANA | - | 213 |
| GRÈCE | 4 142 | - |
| GUATEMALA | - | 250 |
| GUINÉE | - | 179 |
| GUINÉE-BISSAU | - | 73 |
| GUYANA | - | 146 |
| HAÏTI | - | 156 |
| HONDURAS | - | 86 |
| HONGRIE | 467 | - |
| INDE | 9 348 | - |
| INDONÉSIE | 3 009 | - |
| IRAK | - | 250 |
| IRAN, RÉP. ISLAMIQUE D' | 3 474 | - |
| ÏLES MARSHALL | - | 68 |
| ÏLES SOLOMON | - | 62 |
| IRELANDE | 874 | - |
| ISLANDE | 117 | - |
| ITALIE | 5 215 | - |
| JAPON | 3 559 | - |
| JORDANIE | - | 197 |
| KAZAKHSTAN | 624 | - |
| KENYA | - | 250 |
| KIRIBATI | - | 72 |
| KOSOVO | - | 143 |
| KOWEÏT | 1 919 | - |
| LESOTHO | - | 83 |
| LIBAN | 498 | - |
| LIBERIA | - | 74 |
| LUXEMBOURG | 154 | - |
| MADAGASCAR | - | 201 |
| MALAWI | - | 148 |
| MALDIVES | - | 68 |
| MALI | - | 156 |

| État Membre | NOMBRE DE PARTS ATTRIBUÉES | |
|---|---|---|
| | 6% LIBÉRÉ; 94% APPELABLE Colonne (1) | ENTIÈREMENT APPELABLE Colonne (2) |
| MAROC | - | 250 |
| MAURITANIE | - | 132 |
| MEXIQUE | 12 562 | - |
| MICRONÉSIE, FÉD. DES ÉTATS DI | - | 58 |
| MOLDOVA | - | 198 |
| MONGOLIE | - | 71 |
| MOZAMBIQUE | - | 121 |
| MYANMAR | - | 250 |
| NÉPAL | - | 141 |
| NICARAGUA | - | 81 |
| NIGER | - | 123 |
| NORVÈGE | 607 | - |
| NOUVELLE- ZÉLANDE | 467 | - |
| OUGANDA | 115 | - |
| OUZBÉKISTAN | - | 250 |
| PANAMA | 318 | - |
| PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE | - | 177 |
| PARAGUAY | - | 165 |
| PAYS-BAS | 663 | - |
| PÉROU | 738 | - |
| PHILIPPINES | 971 | - |
| POLOGNE | 2 540 | - |
| PORTUGAL | 467 | - |
| RÉP. ARABE SYRIENNE | - | 250 |
| RÉP. DÉM. POPULAIRE LAO | 37 | - |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | - | 113 |
| RÉPUBLIQUE KIRGHISE | - | 154 |
| ROUMANIE | 1 407 | - |
| ROYAUME-UNI | 1 945 | - |

| État Membre | NOMBRE DE PARTS ATTRIBUÉES | |
|---|---|---|
| | 6% LIBÉRÉ; 94% APPELABLE Colonne (1) | ENTIÈREMENT APPELABLE Colonne (2) |
| RWANDA | - | 139 |
| SAMOA | - | 82 |
| SAO TOME-ET- PRINCIPE | - | 61 |
| SÉNÉGAL | - | 250 |
| SIERRA LEONE | - | 105 |
| SINGAPOUR | 4 498 | - |
| SLOVÉNIE | 88 | - |
| SOMALIE | - | 80 |
| SOUDAN | 720 | - |
| SRI LANKA | - | 250 |
| SUÈDE | 677 | - |
| SUISSE | 746 | - |
| SWAZILAND | - | 59 |
| TADJIKISTAN | - | 144 |
| TANZANIE | - | 176 |
| TCHAD | - | 113 |
| THAÏLANDE | 2 417 | - |
| TIMOR-LESTE | - | 77 |
| TOGO | - | 156 |
| TONGA | - | 62 |
| TUNISIE | 617 | - |
| TURKMENISTAN | 101 | - |
| TURQUIE | 11 908 | - |
| VANUATU | - | 84 |
| VIET NAM | 2 325 | - |
| YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU | - | 250 |
| ZAMBIE | - | 250 |
| ZIMBABWE | - | 250 |
| TOTAL | 219 017 | 11 357 |

3. Chaque souscription autorisée en vertu du paragraphe 2 ci-dessus est effectuée aux conditions suivantes :

   a) Le prix de souscription d'une part est son pair ;

   b) Chaque État membre peut souscrire un nombre de parts à concurrence du nombre total indiqué en face de son nom dans le tableau du paragraphe 2 ci-dessus, à diverses dates avant le quatrième (4e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée**,** ou toute autre date qui pourra être déterminée sur la base de l'examen d'une demande de prolongation de la période de souscription présentée par un État membre et contenant un calendrier des mesures que l'État membre compte prendre pour souscrire les parts de capital ; il est toutefois entendu que :

      i) La décision de prolonger la période de souscription pour un État membre jusqu'au cinquième (5e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée ou

toute date antérieure est prise par le Président en vertu du pouvoir qui lui est délégué, et la décision de prolonger ladite période jusqu'à une date ultérieure au cinquième (5e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée est prise par les Administrateurs ; et

ii) Dans tous les cas, la période de souscription ne peut être prolongée au-delà du sixième (6e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée ;

c) concernant chacune des souscriptions énumérées au paragraphe 2, colonne 1 ci-dessus, l'État membre effectuant la souscription verse à la Banque, en vertu de l'Article II, Section 7(i) des Statuts :

i) un montant en or ou en dollars des États-Unis égal à 0,6 % (six dixième de un pour cent) du prix de souscription des parts souscrites ; et

ii) un montant en sa propre monnaie ou toute autre monnaie égal à 5,4 % (cinq et quatre dixièmes de un pour cent) dudit prix de souscription,

d) étant entendu, dans chaque cas, que ladite monnaie : A) est versée en numéraire et B) est librement convertible et peut être utilisée par la Banque dans le cadre de ses opérations ; toutefois, tout État membre éligible à emprunter uniquement à l'Association internationale de développement (ci-après désignée « Association ») et non éligible à emprunter à la Banque au 1er juillet 2010 est exempté de l'obligation énoncée à la clause (B) si la monnaie dudit État membre n'est pas librement convertible ;

e) le paiement des montants visés au paragraphe (c)(ii) ci-dessus peut être effectué par le dépôt de bons à vue ne portant pas intérêt et revêtant une forme acceptable par la Banque, que la Banque encaissera au plus tôt ; il est toutefois entendu que, si les bons sont libellés en une monnaie autre que le dollar des États-Unis, et que si le montant des bons est inférieur au montant dû en dollars des États-Unis à la date d'encaissement desdits bons, l'État membre devra effectué un paiement supplémentaire à la Banque dans un délai de sept jours suivant la

présentation des bons à l'encaissement de manière à ce que la Banque soit assurée de recevoir l'intégralité du montant de l'achat des parts souscrites ;

f) concernant chacune des souscriptions énumérées au paragraphe 2, colonnes 1 et 2 ci-dessus, la Banque n'appellera les fractions de 2 % et de 18 % des souscriptions payables en vertu de l'Article II, Section 7(i) des Statuts dont le paiement n'est pas exigé en vertu des dispositions du paragraphe 3(c) ci-dessus que dans la mesure où elle aura besoin de ces fonds pour faire face à des obligations encourues au titre de fonds empruntés ou de prêts garantis ; la Banque ne pourra pas appeler ces fonds pour les utiliser dans le cadre de ses opérations de financement ou pour financer ses dépenses administratives ;

g) avant qu'une souscription quelconque puisse être acceptée par la Banque, l'État membre aura :

   i) pris toutes les mesures nécessaires pour autoriser ladite souscription et communiqué à la Banque toute information en la matière que la Banque peut demander ;

   ii) effectué les paiements prévus au paragraphe 3(c) ci-dessus ;

   iii) pris toutes les mesures nécessaires pour assurer que la fraction du prix de souscription des parts versées en la monnaie nationale de l'État membre en vertu de l'Article II, Section 7(i) des Statuts est mise à la disposition immédiate et sans restriction de la Banque aux fins de ses opérations ; et

   iv) en ce qui concerne les parts attribuées en vertu du paragraphe 2 ci-dessus sur la base de l'engagement pris par le membre d'apporter les contributions convenues à la Seizième reconstitution des ressources de l'Association, le membre devra tout d'abord avoir déposé son instrument d'engagement au titre de la Seizième reconstitution du montant convenu entre le membre et la Banque ; et

h) en souscrivant lesdites parts, l'État membre est réputé avoir :

   i) consenti de manière irrévocable à la mise à disposition immédiate et sans restriction de son capital libéré nonobstant le droit d'approbation conféré à l'État membre en vertu de

l'Article IV, Sections 2(a) and (b) des Statuts, le droit que lui confère l'Article V, Section 12 des Statuts de remplacer la monnaie par des bons ou des engagements similaires, ou tout autre droit ou restriction ; et

ii) convenu que la fraction libérée de sa souscription est nécessaire à la Banque aux fins de ses opérations et que la monnaie d'aucun État membre ne peut être remplacée par des bons ou des engagements similaires.

4. En l'absence de toute notification à la Banque par un État membre dans un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la date de soumission de la présente Résolution aux Gouverneurs en vue d'un vote, que ledit État membre a l'intention d'exercer le droit que lui confère l'Article II, Section 3(c) des Statuts de souscrire une part de l'augmentation du capital social autorisé faisant l'objet de la présente Résolution, proportionnelle à la part de ses souscriptions antérieures, ledit État membre sera réputé avoir renoncé audit droit.

5. Tous les droits, y compris les droits de vote, acquis au titre des parts pour lesquelles un paiement est effectué au moyen de bons conformément aux dispositions du paragraphe 3(d) ci-dessus sont suspendus :

a) si le paiement n'est pas effectué dans un délai de sept jours à compter de la date de la présentation des bons à l'encaissement ; et

b) si, pour tous les bons libellés en une monnaie autre que le dollar des États-Unis, l'encaissement desdits bons produit un montant inférieur au prix d'achat des parts, et si le paiement supplémentaire requis n'est pas effectué dans un délai de sept jours à compter de la date de paiement pertinente,

dans chaque cas, uniquement en ce qui concerne les parts pour lesquelles un paiement n'a pas été reçu, et jusqu'à ce que l'intégralité du montant dû en numéraire ait été reçu par la Banque.

6. À l'issue de la période de souscription définie au paragraphe 3(b) ci-dessus,

a) la souscription de toute part pour laquelle les droits ont été suspendus, conformément aux dispositions du paragraphe 4 ci-dessus, est annulée ; et

b) le capital autorisé de la Banque qui n'aura pas été souscrit, y compris toute part dont la souscription a été annulée conformément aux dispositions du paragraphe 6(a) ci-dessus, sera inclus dans le capital autorisé mais non attribué de la Banque.

B) Examen périodique de la répartition du capital de la Banque

La répartition du capital de la Banque fera l'objet d'un examen tous les cinq ans à partir de 2015.

Les Parties (A) et (B) de la présente Résolution n'entreront pas en vigueur tant que tous les États membres n'ont pas renoncé au droit que leur confère l'Article II, Section 3(c) des Statuts de souscrire une part de l'augmentation du capital social autorisé faisant l'objet de la présente Résolution, proportionnelle à la part de leurs souscriptions antérieures.

(Adoptée le 16 mars 2011)

**ANNEXE B**

## MODÈLE DE SOUSCRIPTION

Monsieur,

(NOM DU PAYS) détient actuellement (NOMBRE DE) parts du capital social de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et souscrit par la présente (NOMBRE DE) parts supplémentaires aux conditions et modalités stipulées au paragraphe 3 de la Résolution n° 612 du Conseil des Gouverneurs intitulée « Augmentation sélective du capital social autorisé 2010 pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition ».

Au nom de (NOM DU PAYS), j'atteste que le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour autoriser ladite souscription.

Un mémoire juridique est joint à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour (NOM DU PAYS)

_____

Signature
(Nom et titre officiel du signataire)

Le Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la
reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION SÉLECTIVE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B=A*120 635 | | | | |
| AFGHANISTAN | 99 | 11 942 865,00 | 71 657,19 | 644 914.71 ** | 716 571,90 | 11 226 293,10 |
| AFRIQUE DU SUD | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| ALBANIE | 107 | 12 907 945,00 | - | - | - | 12 907 945,00 |
| ALLEMAGNE | 3 812 | 459 860 620,00 | 2 759 163,72 | 24 832 473,48 | 27 591 637,20 | 432 268 982,80 |
| ANGOLA | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| ARABIE SAOUDITE | 6 651 | 802 343 385,00 | 4 814 060,31 | 43 326 542,79 | 48 140 603,10 | 754 202 781,90 |
| ARGENTINE | 2 643 | 318 838 305,00 | 1 913 029,83 | 17 217 268,47 | 19 130 298,30 | 299 708 006,70 |
| ARMÉNIE | 160 | 19 301 600,00 | - | - | - | 19 301 600,00 |
| AUSTRALIE | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| AUTRICHE | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| AZERBAÏDJAN | 225 | 27 142 875,00 | - | - | - | 27 142 875,00 |
| BANGLADESH | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| BELGIQUE | 541 | 65 263 535,00 | 391 581,21 | 3 524 230,89 | 3 915 812,10 | 61 347 722,90 |
| BELIZE | 84 | 10 133 340,00 | - | - | - | 10 133 340,00 |
| BÉNIN | 126 | 15 200 010,00 | - | - | - | 15 200 010,00 |
| BHOUTAN | 58 | 6 996 830,00 | - | - | - | 6 996 830,00 |
| BOLIVIE | 239 | 28 831 765,00 | - | - | - | 28 831 765,00 |
| BOSNIE-HERZÉGOVINE | 104 | 12 546 040,00 | 75 276,24 | 677 486,16 | 752 762,40 | 11 793 277,60 |
| BRÉSIL | 8 314 | 1 002 959 390,00 | 6 017 756,34 | 54 159 807,06 | 60 177 563,40 | 942 781 826,60 |
| BURKINA FASO | 126 | 15 200 010,00 | - | - | - | 15 200 010,00 |
| BURUNDI | 107 | 12 907 945,00 | - | - | - | 12 907 945,00 |
| CAMBODGE | 175 | 21 111 125,00 | 126 666,75 | 1 140 000.75 ** | 1 266 667,50 | 19 844 457,50 |
| CAMEROUN | 211 | 25 453 985,00 | - | - | - | 25 453 985,00 |
| CANADA | 1 255 | 151 396 925,00 | 908 381,55 | 8 175 433,95 | 9 083 815,50 | 142 313 109,50 |
| CAPE-VERT | 67 | 8 082 545,00 | - | - | - | 8 082 545,00 |
| CHILI | 971 | 117 136 585,00 | 702 819,51 | 6 325 375,59 | 7 028 195,10 | 110 108 389,90 |
| CHINE | 38 283 | 4 618 269 705,00 | 27 709 618,23 | 249 386 564,07 | 277 096 182,30 | 4 341 173 522,70 |
| COLOMBIE | 1 326 | 159 962 010,00 | 959 772,06 | 8 637 948,54 | 9 597 720,60 | 150 364 289,40 |
| COMORES | 45 | 5 428 575,00 | - | - | - | 5 428 575,00 |
| CONGO, RÉP. DÉM DU | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 124 | 14 958 740,00 | - | - | - | 14 958 740,00 |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 13 586 | 1 638 947 110,00 | 9 833 682,66 | 88 503 143,94 | 98 336 826,60 | 1 540 610 283,40 |
| COSTA RICA | 653 | 78 774 655,00 | 472 647,93 | 4 253 831,37 | 4 726 479,30 | 74 048 175,70 |
| CÔTE D'IVOIRE | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| DANEMARK | 593 | 71 536 555,00 | 429 219,33 | 3 862 973,97 | 4 292 193,30 | 67 244 361,70 |
| DJIBOUTI | 73 | 8 806 355,00 | - | - | - | 8 806 355,00 |
| ÉGYPTE, RÉP. ARABE D' | 1 322 | 159 479 470,00 | 956 876,82 | 8 611 891,38 | 9 568 768,20 | 149 910 701,80 |
| EL SALVADOR | 568 | 68 520 680,00 | 411 124,08 | 3 700 116,72 | 4 111 240,80 | 64 409 439,20 |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | 1 831 | 220 882 685,00 | 1 325 296,11 | 11 927 664,99 | 13 252 961,10 | 207 629 723,90 |
| ÉQUATEUR | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| ÉRYTHRÉE | 77 | 9 288 895,00 | - | - | - | 9 288 895,00 |
| ESPAGNE | 6 851 | 826 470 385,00 | 4 958 822,31 | 44 629 400,79 | 49 588 223,10 | 776 882 161,90 |
| ÉTATS-UNIS | 38 459 | 4 639 501 465,00 | 27 837 008,79 | 250 533 079,11 | 278 370 087,90 | 4 361 131 377,10 |
| ÉTHIOPIE | 182 | 21 955 570,00 | 131 733,42 | 1 185 600.78 ** | 1 317 334,20 | 20 638 235,80 |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 6 651 | 802 343 385,00 | 4 814 060,31 | 43 326 542,79 | 48 140 603,10 | 754 202 781,90 |
| FINLANDE | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| FRANCE | 1 945 | 234 635 075,00 | 1 407 810,45 | 12 670 294,05 | 14 078 104,50 | 220 556 970,50 |
| GAMBIE | 70 | 8 444 450,00 | - | - | - | 8 444 450,00 |
| GÉORGIE | 211 | 25 453 985,00 | - | - | - | 25 453 985,00 |
| GHANA | 213 | 25 695 255,00 | - | - | - | 25 695 255,00 |
| GRÈCE | 4 142 | 499 670 170,00 | 2 998 021,02 | 26 982 189,18 | 29 980 210,20 | 469 689 959,80 |
| GUATEMALA | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| GUINÉE | 179 | 21 593 665,00 | - | - | - | 21 593 665,00 |
| GUINÉE-BISSAU | 73 | 8 806 355,00 | - | - | - | 8 806 355,00 |
| GUYANA | 146 | 17 612 710,00 | - | - | - | 17 612 710,00 |

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION SÉLECTIVE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B=A*120 635 | | | | |
| HAÏTI | 156 | 18 819 060,00 | - | - | - | 18 819 060,00 |
| HONDURAS | 86 | 10 374 610,00 | - | - | - | 10 374 610,00 |
| HONGRIE | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| ÎLES MARSHALL | 68 | 8 203 180,00 | - | - | - | 8 203 180,00 |
| ÎLES SALOMON | 62 | 7 479 370,00 | - | - | - | 7 479 370,00 |
| INDE | 9 348 | 1 127 695 980,00 | 6 766 175,88 | 60 895 582,92 | 67 661 758,80 | 1 060 034 221,20 |
| INDONÉSIE | 3 009 | 362 990 715,00 | 2 177 944,29 | 19 601 498,61 | 21 779 442,90 | 341 211 272,10 |
| IRAK | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| IRAN, RÉP. ISLAMIQUE D' | 3 474 | 419 085 990,00 | 2 514 515,94 | 22 630 643,46 | 25 145 159,40 | 393 940 830,60 |
| IRLANDE | 874 | 105 434 990,00 | 632 609,94 | 5 693 489,46 | 6 326 099,40 | 99 108 890,60 |
| ISLANDE | 117 | 14 114 295,00 | 84 685,77 | 762 171,93 | 846 857,70 | 13 267 437,30 |
| ITALIE | 5 215 | 629 111 525,00 | 3 774 669,15 | 33 972 022,35 | 37 746 691,50 | 591 364 833,50 |
| JAPON | 3 559 | 429 339 965,00 | 2 576 039,79 | 23 184 358,11 | 25 760 397,90 | 403 579 567,10 |
| JORDANIE | 197 | 23 765 095,00 | - | - | - | 23 765 095,00 |
| KAZAKHSTAN | 624 | 75 276 240,00 | 451 657,44 | 4 064 916,96 | 4 516 574,40 | 70 759 665,60 |
| KENYA | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| KIRIBATI | 72 | 8 685 720,00 | - | - | - | 8 685 720,00 |
| KOSOVO | 143 | 17 250 805,00 | - | - | - | 17 250 805,00 |
| KOWEÏT | 1 919 | 231 498 565,00 | 1 388 991,39 | 12 500 922,51 | 13 889 913,90 | 217 608 651,10 |
| LESOTHO | 83 | 10 012 705,00 | - | - | - | 10 012 705,00 |
| LIBAN | 498 | 60 076 230,00 | 360 457,38 | 3 244 116,42 | 3 604 573,80 | 56 471 656,20 |
| LIBERIA | 74 | 8 926 990,00 | - | - | - | 8 926 990,00 |
| LUXEMBOURG | 154 | 18 577 790,00 | 111 466,74 | 1 003 200,66 | 1 114 667,40 | 17 463 122,60 |
| MADAGASCAR | 201 | 24 247 635,00 | - | - | - | 24 247 635,00 |
| MALAWI | 148 | 17 853 980,00 | - | - | - | 17 853 980,00 |
| MALDIVES | 68 | 8 203 180,00 | - | - | - | 8 203 180,00 |
| MALI | 156 | 18 819 060,00 | - | - | - | 18 819 060,00 |
| MAROC | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| MAURITANIE | 132 | 15 923 820,00 | - | - | - | 15 923 820,00 |
| MEXIQUE | 12 562 | 1 515 416 870,00 | 9 092 501,22 | 81 832 510,98 | 90 925 012,20 | 1 424 491 857,80 |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉD DE | 58 | 6 996 830,00 | - | - | - | 6 996 830,00 |
| MOLDOVA | 198 | 23 885 730,00 | - | - | - | 23 885 730,00 |
| MONGOLIE | 71 | 8 565 085,00 | - | - | - | 8 565 085,00 |
| MOZAMBIQUE | 121 | 14 596 835,00 | - | - | - | 14 596 835,00 |
| MYANMAR | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| NÉPAL | 141 | 17 009 535,00 | - | - | - | 17 009 535,00 |
| NICARAGUA | 81 | 9 771 435,00 | - | - | - | 9 771 435,00 |
| NIGER | 123 | 14 838 105,00 | - | - | - | 14 838 105,00 |
| NORVÈGE | 607 | 73 225 445,00 | 439 352,67 | 3 954 174,03 | 4 393 526,70 | 68 831 918,30 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| OUGANDA | 115 | 13 873 025,00 | 83 238,15 | 749 143.35** | 832 381,50 | 13 040 643,50 |
| OUZBÉKISTAN | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| PANAMA | 318 | 38 361 930,00 | 230 171,58 | 2 071 544,22 | 2 301 715,80 | 36 060 214,20 |
| PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE | 177 | 21 352 395,00 | - | - | - | 21 352 395,00 |
| PARAGUAY | 165 | 19 904 775,00 | - | - | - | 19 904 775,00 |
| PAYS-BAS | 663 | 79 981 005,00 | 479 886,03 | 4 318 974,27 | 4 798 860,30 | 75 182 144,70 |
| PÉROU | 738 | 89 028 630,00 | 534 171,78 | 4 807 546,02 | 5 341 717,80 | 83 686 912,20 |
| PHILIPPINES | 971 | 117 136 585,00 | 702 819,51 | 6 325 375,59 | 7 028 195,10 | 110 108 389,90 |
| POLOGNE | 2 540 | 306 412 900,00 | 1 838 477,40 | 16 546 296,60 | 18 384 774,00 | 288 028 126,00 |
| PORTUGAL | 467 | 56 336 545,00 | 338 019,27 | 3 042 173,43 | 3 380 192,70 | 52 956 352,30 |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 113 | 13 631 755,00 | - | - | - | 13 631 755,00 |
| RÉPUBLIQUE DÉM. POPULAIRE LAO | 37 | 4 463 495,00 | 26 780,97 | 241 028.73 ** | 267 809,70 | 4 195 685,30 |
| RÉPUBLIQUE KIRGHIZE | 154 | 18 577 790,00 | - | - | - | 18 577 790,00 |
| ROUMANIE | 1 407 | 169 733 445,00 | 1 018 400,67 | 9 165 606,03 | 10 184 006,70 | 159 549 438,30 |

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION SÉLECTIVE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B=A*120 635 | | | | |
| ROYAUME-UNI | 1 945 | 234 635 075,00 | 1 407 810,45 | 12 670 294,05 | 14 078 104,50 | 220 556 970,50 |
| RWANDA | 139 | 16 768 265,00 | - | - | - | 16 768 265,00 |
| SAMOA | 82 | 9 892 070,00 | - | - | - | 9 892 070,00 |
| SAO TOME-ET-PRINCIPE | 61 | 7 358 735,00 | - | - | - | 7 358 735,00 |
| SÉNÉGAL | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| SIERRA LEONE | 105 | 12 666 675,00 | - | - | - | 12 666 675,00 |
| SINGAPOUR | 4 498 | 542 616 230,00 | 3 255 697,38 | 29 301 276,42 | 32 556 973,80 | 510 059 256,20 |
| SLOVÉNIE | 88 | 10 615 880,00 | 63 695,28 | 573 257,52 | 636 952,80 | 9 978 927,20 |
| SOMALIE | 80 | 9 650 800,00 | - | - | - | 9 650 800,00 |
| SOUDAN | 720 | 86 857 200,00 | 521 143,20 | 4 690 288.80 ** | 5 211 432,00 | 81 645 768,00 |
| SRI LANKA | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| SUÈDE | 677 | 81 669 895,00 | 490 019,37 | 4 410 174,33 | 4 900 193,70 | 76 769 701,30 |
| SUISSE | 746 | 89 993 710,00 | 539 962,26 | 4 859 660,34 | 5 399 622,60 | 84 594 087,40 |
| SWAZILAND | 59 | 7 117 465,00 | - | - | - | 7 117 465,00 |
| TADJIKISTAN | 144 | 17 371 440,00 | - | - | - | 17 371 440,00 |
| TANZANIE | 176 | 21 231 760,00 | - | - | - | 21 231 760,00 |
| TCHAD | 113 | 13 631 755,00 | - | - | - | 13 631 755,00 |
| THAÏLANDE | 2 417 | 291 574 795,00 | 1 749 448,77 | 15 745 038,93 | 17 494 487,70 | 274 080 307,30 |
| TIMOR-LESTE | 77 | 9 288 895,00 | - | - | - | 9 288 895,00 |
| TOGO | 156 | 18 819 060,00 | - | - | - | 18 819 060,00 |
| TONGA | 62 | 7 479 370,00 | - | - | - | 7 479 370,00 |
| TUNISIE | 617 | 74 431 795,00 | 446 590,77 | 4 019 316,93 | 4 465 907,70 | 69 965 887,30 |
| TURKMENISTAN | 101 | 12 184 135,00 | 73 104,81 | 657 943,29 | 731 048,10 | 11 453 086,90 |
| TURQUIE | 11 908 | 1 436 521 580,00 | 8 619 129,48 | 77 572 165,32 | 86 191 294,80 | 1 350 330 285,20 |
| VANUATU | 84 | 10 133 340,00 | - | - | - | 10 133 340,00 |
| VIET NAM | 2 325 | 280 476 375,00 | 1 682 858,25 | 15 145 724,25 | 16 828 582,50 | 263 647 792,50 |
| YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| ZAMBIE | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| ZIMBABWE | 250 | 30 158 750,00 | - | - | - | 30 158 750,00 |
| **Total** | **230 374** | **27 791 167 490** | **158 526 695** | **1 426 740 253** | **1 585 266 948** | **26 205 900 542** |
| **Total (en milliards de dollars EU)** | | **27,79** | **0,16** | **1,43** | **1,59** | **26,21** |

* La portion libérée est égale à 6% du prix total de la souscription des parts. Sur les 6% , 0,6% est payable en dollars des États-Unis et 5,4% est payable dans la monnaie nationale, si elle est librement convertible.

** Ces montants se rapportent aux membres exclusivement IDA auxquels ont été attribuées des parts sur la base de la sous-représentation de leur poids économique. Ces parts nécessitent 6% de capital libéré et sont soumises aux modalités de paiement indiquées au paragraphe 3(c) de la Résolution portant sur l'ASC. Des parts ont été attribuées à l'Afghanistan, au Cambodge et au Soudan sur la base de la sous-représentation de leur PIB (60/40), alors que l'allocation de l'Éthiopie et de l'Ouganda était fondée sur la valorisation de la PPA. La République démocratique populaire Lao était admissible au bénéfice de parts supplémentaires sur la base de la sous-représentation de son PIB (60/40) et de la valorisation de la PPA.

**ANNEXE D**

Liste des États membres de l'IDA non admis à emprunter à la BIRD*

AFGHANISTAN

CAMBODGE

ÉTHIOPIE

RÉPUBLIQUE DÉM.POPULAIRE LAO

SOUDAN

OUGANDA

* Classification de l'OP 3.10, Annexe D au 1er juillet 2010. Dans la liste ci-dessus ne figurent que les pays exclusivement IDA à qui des parts ont été attribuées sur la base de la sous-représentation de leur importance économique. Tous les pays qui reçoivent des parts sur cette base sont soumis à la règle de 6 % du capital libéré et aux modalités de paiement indiquées au paragraphe 3(c) de la Résolution portant sur l'ASC.

**ANNEXE E**
**Page 1 de 2**

## INSTRUCTIONS CONCERNANT LE PAIEMENT PAR BON

1. Cette annexe établit les conditions, modalités et procédures de règlement par bon de la portion souscrite par un membre en monnaie nationale.

2. Aucun paiement par bon ne sera autorisé tant qu'une demande d'un tel paiement n'aura pas été soumise à la Banque conformément aux dispositions de la présente Annexe et tant que la Banque n'aura pas approuvé ladite demande.

### A. DEMANDES DE PAIEMENT PAR BON

1. Tout membre souhaitant régler par bon présentera à la Banque une demande écrite en anglais, revêtant pour l'essentiel la forme du modèle de demande de paiement par bon des souscriptions du capital tel que présenté à l'Appendice A de la présente Annexe, signée au nom et pour le compte du membre par le représentant du membre autorisé aux termes de la loi du membre à signer une telle demande. D'une manière générale, une telle demande est signée par le Ministre des Finances du membre ou un responsable ayant un titre équivalent.

2. La demande sera accompagnée d'un modèle de bons que le membre envisage de déposer. Les bons revêtiront pour l'essentiel la forme du modèle de bon figurant à l'Appendice B de la présente Annexe.

3. Chaque demande sera signée en double exemplaire. Un exemplaire sera présenté à la Banque, à l'attention du Vice-Président et Secrétaire, et pourra être transmise par courrier électronique, télécopie ou courrier postal. L'autre exemplaire sera déposé auprès de l'établissement dépositaire du membre.

4. La Banque, après avoir examiné la demande et avant de l'approuver, pourra demander au membre d'autres éléments de preuve pour établir, à la satisfaction de la Banque, que la demande du membre et les bons ont été dûment autorisés, et que lesdits bons une fois signés et remis au dépositaire pour le compte de la Banque seront valides et pour le membre ou le dépositaire, selon le cas, et seront légalement détenus par ledit dépositaire pour le compte et à l'ordre de la Banque. La nature des éléments de preuve à présenter variera nécessairement entre les membres en raison des variations de leurs textes législatifs d'habilitation et selon que les bons constitueront une obligation pour le membre ou le dépositaire. Tous les documents ainsi présentés devront être jugés satisfaisants par la Banque quant à la forme et au fond.

### B. PROCÉDURE DE PAIEMENT

1. Lorsque la Banque approuve une demande soumise conformément à la présente Annexe, elle informe le membre et le dépositaire de ladite approbation, et de toutes les modifications de ladite demande que la Banque aura approuvées et elle autorisera le dépositaire à recevoir, pour le compte de la Banque, les bons revêtant la forme et du libellé approuvés et d'un montant global en principal approuvé, dûment signés par les personnes désignées dans ladite demande.

**ANNEXE E**
**Page 2 de 2**

2. Lorsque le dépositaire a reçu lesdits bons en vertu de ladite approbation elle en informera la Banque dans les moindres délais et conservera les bons pour le compte et sous l'ordre de la Banque.

3. Le dépositaire honorera toutes les demandes et tous les ordres et autres instructions dûment authentifiés des agents de la Banque que la Banque pourra désigner en tant que de besoin, concernant lesdits bons et sera pleinement protégé lorsqu'il agit conformément à l'une quelconque desdites demandes ou l'un quelconque desdits ordres ou instructions.

**ANNEXE E**
**APPENDICE A**
**Page 1 de 2**

## MODÈLE DE DEMANDE DE PAIEMENT PAR BON DE SOUSCRIPTIONS DU CAPITAL

[Date]

Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Monsieur,

1. (INSÉRER LE NOM DU PAYS FAISANT LA DEMANDE) notifie par la présente son souhait d'effectuer le paiement de la portion libérée en monnaie nationale de sa souscription par bons non négociables et sans intérêt payables à vue conformément au paragraphe 3(d) de la Résolution n° 612 du Conseil des Gouverneurs intitulée « Augmentation sélective du capital social autorisé 2010 pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition » de (INSÉRER LE NOM DU TIREUR DESDITS BONS).

2. Le montant global en principal desdits bons est de (INSÉRER LE MONTANT).

3. Lesdits bons seront libellés en (INSÉRER LES DÉNOMINATIONS) et devront revêtir la forme du modèle de bon annexé à la présente et en faire partie.

4. Il est attesté et certifié par la présente que la signature et la remise desdits bons ont été dûment autorisées conformément à la législation et aux réglementations applicables et que lesdits bons, revêtant ladite forme, une fois signés par l'une desdites personnes autorisées et reçus par (INSÉRER LE NOM DU DÉPOSITAIRE), en tant que dépositaire, pour le compte de votre Banque constitueront une obligation impérative pour le tireur desdits bons conformément à leurs dispositions et qu'ils seront légalement conservés par ledit dépositaire pour le compte et soumis à l'ordre de votre Banque.

5. Il est entendu et convenu que, nonobstant la remise et l'acceptation desdits bons :

a) l'obligation du soussigné, aux termes des Statuts de votre Banque, de verser à votre Banque le montant en monnaie représenté par lesdits bons ne sera honorée que par le versement à votre Banque dudit montant dans ladite monnaie et dans la mesure dudit versement, et

b) les droits et obligations de votre Banque et du soussigné, aux termes desdits Statuts, concernant la valeur de ladite monnaie qu'il est requis de verser à votre Banque et le maintien de ladite valeur demeureront en vigueur et continueront de produire tous leurs effets et, à cet effet, le montant restant non versé desdits bons à tout moment sera réputé être la monnaie du soussigné détenu par votre Banque au titre de la souscription du soussigné au capital social de votre Banque.

**ANNEXE E**
**APPENDICE A**
**Page 2 de 2**

6. (INSÉRER LE NOM DU PAYS) convient par la présente de signer et de remettre à votre Banque tous autres instruments futurs du même type et de fournir tous autres renseignements que vous pourrez raisonnablement demander afin de se conformer pleinement aux dispositions de l'Annexe E de la publication de la Banque intitulée « Procédures de souscription du capital social en application de la Résolution n° 612 du Conseil des Gouverneurs » (Augmentation sélective du capital 2010) (mars 2011).

Pour (PAYS)

_____
Signature
(Nom et titre officiel du signataire)

NOTE : La demande devra être signée au nom et pour le compte du membre par l'agent ou le représentant du membre qui est autorisé à signer ladite demande.

**ANNEXE E**
**APPENDICE B**

## MODÈLE DE BON

1. Pour valeur reçue, (INSÉRER LE NOM DU PAYS OU DU DÉPOSITAIRE QUI A ÉMIS LE BON) s'engage à payer à la BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT, à vue, la somme de (INSÉRER LE PRINCIPAL DU BON) sans intérêt.

2. La somme susmentionnée sera payée, en totalité ou en partie, sur demande adressée par lettre, par télécopie ou par message SWIFT à (INSÉRER LE NOM DE L'ÉTABLISSEMENT HABILITÉ À RECEVOIR LA DEMANDE) et le montant demandé sera inscrit au crédit du compte de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ouvert auprès du dépositaire dûment désigné par (INSÉRER LE NOM DU PAYS) conformément à l'Article V, Section 11(a) des Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Si une partie seulement de la somme est exigée et versée, le montant dudit paiement partiel est inscrit au verso du présent bon, ou bien la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a la faculté de demander un nouveau bon, revêtant pour l'essentiel la même forme que le présent bon, d'un montant égal à la somme restant non versée, ledit bon étant établi et remis en échange du présent bon.

3. Le présent est établi et remis conformément aux dispositions énoncées au paragraphe 3(d) de la Résolution n° 612 du Conseil des Gouverneurs intitulée « Augmentation sélective du capital social autorisé 2010 pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition ».

4. Le présent bon est incessible.

(NOM DU TIREUR)

_____
Signature
(Nom et titre officiel du signataire)

Date : _____

**ANNEXE E**
**APPENDICE C**

[PAPIER À ENTÊTE DE LA BANQUE DÉPOSITAIRE]

## MODÈLE DE CONFIRMATION DE DÉPÔT DE BON

[Date]

Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Monsieur,

Nous avons le plaisir d'accuser réception, le (INSÉRER LA DATE DE RÉCEPTION), d'un billet à ordre d'un montant de (INSÉRER LE MONTANT INDIQUÉ SUR LE BON) de (NOM DU PAYS).

La copie signée du billet à ordre est annexée à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

_____
Signature
(Nom et titre officiel de la personne
signant au nom de la Banque dépositaire)

Pièce jointe : Copie signée du billet à ordre

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT**

# AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL DE 2010

## PROCÉDURES DE SOUSCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL EN APPLICATION DE LA RÉSOLUTION N° 613 DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

**Washington, D.C.**
**Mars 2011**

Mémorial A – N° 73 du 16 avril 2015

## TABLE DES MATIÈRES

**Page**

I. INTRODUCTION ..... 1

II. PRÉAVIS D'INTENTION DE SOUSCRIRE ..... 1

III. FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION ..... 1

IV. MODALITÉS DE PAIEMENT ..... 2

V. AUTORISATION LÉGISLATIVE DE SOUSCRIPTION SUPPLÉMENTAIRE ..... 4

VI. MÉMOIRE JURIDIQUE ..... 4

VII. ATTESTATION ..... 5

VIII. DÉLAI DE SOUSCRIPTION ..... 5

IX. MODIFICATION DES DROITS DE VOTE ..... 5

X. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ..... 5

ANNEXE A : Résolution portant sur l'augmentation générale du capital 2010 ..... 6

ANNEXE B : Modèle de souscription ..... 13

ANNEXE C : Nombre de parts attribuées et montants des paiements ..... 14

ANNEXE D : Liste des membres de l'IDA non admissibles à emprunter à la BIRD ..... 18

ANNEXE E : Instructions concernant le paiement par bon ..... 19

APPENDICE A : Modèle de demande de paiement par bon de souscription du capital ..... 21

APPENDICE B : Modèle de bon ..... 23

APPENDICE C : Modèle de confirmation de dépôt de bon ..... 24

## I. INTRODUCTION

1. Le 16 mars 2011, le Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque) a adopté la Résolution n° 613 intitulée « Augmentation générale du capital 2010 » (Résolution portant sur l'AGC) ; la copie de cette résolution figure en Annexe A au présent rapport. En vertu de cette résolution, le capital autorisé de la Banque est augmenté et la Banque est autorisée à accepter la souscription de parts supplémentaires par les membres éligibles.

2. Cette brochure a pour objet de présenter les mesures à prendre pour la souscription des parts supplémentaires au capital de la Banque telles qu'elles sont autorisées pour chaque membre au paragraphe 2 de la Résolution portant sur l'AGC.

## II. PRÉAVIS D'INTENTION DE SOUSCRIRE

3. Les membres qui souhaitent souscrire des parts en application de la Résolution portant sur l'AGC doivent faire connaître leur intention à la Banque dès que possible. Un tel avis, qui ne constitue pas un engagement contraignant de la part du membre, facilite la planification financière de la Banque.

4. Cette notification peut être transmise par courriel, télécopie ou courrier postal. Les formulaires transmis sous forme de pièce jointe à un courriel doivent être envoyés à corpsecmembers@worldbank.org ; les formulaires transmis par télécopie doivent être envoyés au numéro (202)522-1642 ou (202)477-6391 ; les formulaires transmis par courrier postal doivent être envoyés à l'adresse suivante : The World Bank Group, MSN MC11-1115, 1818 H Street, NW, Washington, D.C. 20433 (États-Unis).

## III. FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION

5. Chaque membre qui souscrit des parts supplémentaires au capital social de la Banque est tenu de fournir à cet effet un formulaire de souscription revêtant généralement la forme du modèle indiqué à l'Annexe B. Les conditions et modalités de ces souscriptions sont stipulées dans le paragraphe 3 de la Résolution portant sur l'AGC.

6. Le formulaire de souscription peut être transmis par courriel, télécopie ou courrier postal. Les formulaires transmis sous forme de pièce jointe à un courriel doivent être envoyés à corpsecmembers@worldbank.org ; les formulaires transmis par télécopie doivent être envoyés au numéro (202)522-1642 ou (202)477-6391 ; les formulaires transmis par courrier postal doivent être envoyés à l'adresse suivante : The World Bank Group, MSN MC11-1115, 1818 H Street, NW, Washington, D.C. 20433 (États-Unis).

## IV. MODALITÉS DE PAIEMENT

7. La Résolution portant sur l'AGC dispose que toute souscription de parts est subordonnée à la mise à disposition immédiate et sans restriction du capital libéré en monnaie nationale. Par ailleurs, pour assurer que les fonds libérés sont immédiatement utilisables par la Banque dans le cadre de ses opérations, les paiements effectués au titre de la souscription à l'AGC seront effectués en numéraire. En lieu et place du montant en numéraire, pour tout membre dont les règles législatives exigent le paiement des souscriptions avec des bons, la Banque acceptera également des bons déposés par le membre. Les montants précis que doit verser chaque membre sont indiqués dans l'Annexe C.

8. Le capital social de la Banque est exprimé dans les Statuts de la Banque en dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944 (dollars de 1944). Le 14 octobre 1986, le Administrateurs de la Banque ont décidé, à compter du 30 juin 1987 et jusqu'à ce que les clauses pertinentes des Statuts soient modifiées, d'interpréter l'expression « dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944» figurant dans l'article II, Section 2(a) des Statuts de la Banque comme désignant le Droit de tirage spécial (DTS) introduit par le Fonds monétaire international, à la valeur qu'avait le DTS par rapport au dollar des États-Unis juste avant l'adoption, le 1er juillet 1974, de la méthode de calcul de la valeur du DTS par rapport à un panier, ladite valeur étant égale à 1,20635 dollar courant des États-Unis pour un DTS (le DTS de 1974), soit 120 635 dollars des États-Unis la part.

9. La fraction libérée est égale à 6% du prix de la souscription totale de parts payable comme suit :

A. **Versement de la tranche en dollars des États-Unis**

Le membre effectuant la souscription versera 0,6 % du montant en dollars des États-Unis. La tranche de 0,6 % doit être versée au compte no 2000192003476 (ABA 026005092) de la BIRD à Wells Fargo Bank N.A., New York. Le versement doit être confirmé par Wells Fargo Bank N.A. avant que la souscription ne puisse être effective ; et

B. **Versement de la tranche en monnaie nationale**

Le membre souscripteur verse 5,4 % du montant de la souscription en monnaie nationale d'un membre, si elle est librement convertible. La tranche de 5,4 % doit être versée au compte « A » de la BIRD auprès du dépositaire de la Banque dans le pays membre (généralement la Banque centrale). Ce montant est calculé au taux de change en vigueur sur le marché ou immédiatement avant la date du versement. Le versement doit être confirmé par le dépositaire avant que la souscription ne puisse être effective. Si la monnaie nationale du pays membre n'est pas librement convertible, la portion de 5,4 % peut être versée en toute monnaie librement convertible. Aux fins de la présente augmentation du capital, la Banque considérera comme étant une « monnaie librement convertible » la monnaie d'un pays membre que la Banque détermine comme étant suffisamment convertible en dollars des États-Unis[1]. Pour assurer la mise à disposition sans restriction du capital libéré en monnaie nationale, la Banque le convertit

[1]En règle générale, les monnaies librement convertibles sont des monnaies qui sont aisément achetées, vendues et converties dans d'autres monnaies sans qu'il soit nécessaire d'obtenir la permission d'une banque centrale ou d'une entité publique et sans restrictions imposées par le gouvernement à la manière d'effectuer la transaction ni au montant faisant l'objet de transaction. En revanche, une monnaie n'est pas librement convertible si elle est échangeable dans certaines circonstances mais pas dans d'autres. Par exemple, un pays peut autoriser la libre convertibilité pour les transactions commerciales intérieures mais exiger une approbation spéciale pour les investissements internationaux afin de conserver le contrôle du gouvernement sur les flux de tels investissements entrant ou sortant du pays. De même, une monnaie n'est pas librement convertible si le gouvernement contrôle le taux de change ou exige des autorisations pour échanger plus qu'un certain montant.

immédiatement en dollars des États-Unis dans le but d'utiliser ces fonds dans le cadre de ses opérations.

C. **Versement par bons**

i) Aux termes de la Résolution portant sur l'AGC, chaque membre reconnaît que la fraction libérée de sa souscription est nécessaire à la Banque aux fins de ses opérations et que le droit en vigueur au titre de l'Article V, Section 12 des Statuts de substituer des bons à la monnaie d'un pays membre ne s'applique pas à la présente souscription. Toutefois, si pour des raisons de contraintes législatives, un pays membre doit régler le montant de sa souscription par des bons, la Résolution portant sur l'AGC autorise les membres à effectuer les paiements en déposant des bons non négociables et sans intérêt payables à vue et émis par le membre ou son dépositaire. Les bons peuvent être libellés en monnaie nationale du pays membre[2] ou en dollars des États-Unis. Pour que les montants correspondants soient immédiatement utilisables, les bons seront encaissés sans délai par la Banque. En cas de non-règlement des bons, les droits de vote associés aux parts de capital correspondantes pourront faire l'objet de suspension dans les sept jours qui suivent. Les membres qui désirent effectuer les versements par notes doivent soumettre une demande sous la forme indiquée à l'Annexe E.

ii) Si l'encaissement d'un bon produit un montant inférieur au prix d'achat des parts en raison des fluctuations du taux de change entre la date d'émission du bon et la date d'encaissement, l'État membre devra effectuer un paiement supplémentaire à la Banque dans un délai de sept jours. Si la Banque ne reçoit pas de paiement supplémentaire, les droits liés à la participation (y compris les droits de vote) concernant les parts représentées par l'insuffisance de paiement seront suspendus dans un délai de sept jours tant que le paiement intégral n'a pas été reçu. Si les fluctuations du taux de change entraînent un excèdent de paiement de la part du membre, la Banque appliquera tout excédent de paiement aux parts supplémentaires à concurrence du maximum du nombre de parts allouées au membre. Une fois que l'allocation du membre aura été intégralement souscrite, la Banque remboursera sans délai tout excédent de paiement au membre.

D. **Membres exclusivement IDA**

L'obligation de paiement en une monnaie librement convertible pouvant constituer une lourde charge pour les réserves en devises des États membres, les États membres à faible revenu, c'est-à-dire des États membres éligibles à bénéficier des ressources de l'IDA mais non éligibles à emprunter à la Banque (pays exclusivement IDA) au 1er juillet 2010 (les membres dont la liste figure dans l'Annexe D), peuvent verser la fraction du capital payable en leur monnaie nationale même si leur monnaie nationale n'est pas librement convertible. Ces monnaies nationales doivent être librement disponibles aux fins d'utilisation par la BIRD, y compris la possibilité de transférer la monnaie nationale de la Banque centrale à un compte dans une banque commerciale portant le nom de la BIRD.

[2]À condition que la monnaie soit librement convertible tel qu'il est prévu au paragraphe 9 B de la présente publication. Pour les pays exclusivement IDA mentionnés au paragraphe 9 D de la présente publication, les bons pourraient encore être libellées en monnaie nationale même si celle-ci n'est pas librement convertible.

## V. AUTORISATION LÉGISLATIVE DE SOUSCRIPTION SUPPLÉMENTAIRE

10. La Banque reconnaît que l'autorisation législative de souscription des parts supplémentaires variera d'un pays à l'autre. À la demande de tout membre, la Banque est prête à examiner tout projet de législation en la matière et à faire part des ses observations.

## VI. MÉMOIRE JURIDIQUE

11. En application des dispositions du paragraphe 3(e) de la Résolution portant sur l'AGC, avant que la Banque n'accepte chaque souscription, chaque membre souscripteur est tenu de fournir à la Banque un Mémoire juridique (consultation) signé par un juriste de son Gouvernement ayant qualité pour donner son opinion sur la régularité des décisions prises par les pouvoirs publics. Ce mémoire devra indiquer :

a) Les conditions requises par la législation de l'État membre pour souscrire des parts supplémentaires a capital social de la Banque, et mentionner les dispositions et clauses particulières de ladite législation autorisant l'État membre à souscrire des parts supplémentaires ;

b) La façon dont ces conditions ont été remplies ; il conviendra notamment de citer le document aux termes duquel est effectuée la souscription, et d'indiquer la qualité de la personne habilitée à signer ledit document qui constitue un engagement irrévocable de la part de l'État membre ; et

c) Les conditions requises par la législation de l'État membre pour effectuer les paiements au titre de sa souscription, y compris la portion de cette souscription qui demeure sujette à appel et tous les montants qui devront être payés pour maintenir la valeur de la portion en monnaie nationale de la souscription au capital social[3] ; il conviendra également d'indiquer l'acte législatif ordonnant que ces paiements soient effectués dans les formes et aux échéances fixées.

12. Se fondant sur ce qui précède, le mémoire devra enfin démontrer que le membre souscripteur a pris toutes les mesures nécessaires pour remplir ses obligations découlant des Statuts de la Banque en ce qui concerne les parts supplémentaires souscrites au capital social, et devra être accompagné de copies de tous les documents sur lesquels se fonde le mémoire.

[3]Voir Article II, Sections 5, 7 et 9 des Statuts de la Banque. En outre, l'obligation d'effectuer des paiements pour maintenir la valeur de la fraction en monnaie nationale de la souscription du membre au capital ne s'applique que dans le cas des pays membres exclusivement IDA qui optent d'effectuer les versements en leur monnaie nationale, conformément à la disposition figurant à la fin du paragraphe 3(c) de la Résolution portant sur l'AGC.

## VII. ATTESTATION

13. Chaque membre souscripteur est également tenu de fournir à la Banque une attestation, soit combinée avec le Formulaire de souscription (Annexe B), soit sous forme de déclaration séparée, certifiant qu'il a pris toute mesure nécessaire pour autoriser sa souscription.

## VIII. DÉLAI DE SOUSCRIPTION

14. Les États membres ont cinq ans, du 16 mars 2011, date d'adoption de la résolution portant sur l'AGC, au 16 mars 2016, pour souscrire les parts qui leur sont allouées. Toute demande de prolongation de ce délai présentée par un pays particulier sera examinée, pour une période pouvant aller jusqu'à 24 mois après les cinq années de la période initiale. Toute demande de prolongation devra être accompagnée d'un calendrier indiquant de manière spécifique les mesures que prendra l'État membre pour souscrire les parts de capital. Toute prolongation dans le courant des 12 premiers mois devra être approuvée par la direction. Toute prolongation au-delà des 12 premiers mois devra être approuvée par les Administrateurs. Les Administrateurs comptent que la direction leur fera périodiquement rapport sur l'état d'avancement des souscriptions et sur les prolongations. Bien que les États membres soient encouragés à souscrire leurs parts au plus tôt, ils auront la possibilité d'adapter leur calendrier de souscription sur la période de souscription de cinq ans.

## IX. MODIFICATION DES DROITS DE VOTE

15. Les droits de vote des différents membres seront modifiés aux périodes auxquelles les parts correspondantes sont souscrites et émises au membre. Ainsi, les parts seront considérées souscrites et émises au membre, et les droits de vote correspondants seront modifiés après que la Banque a reçu : a) le Formulaire de souscription pour lesdites parts ; b) le Mémoire juridique se rapportant auxdites parts ; et c) les paiements requis au titre desdites parts, le tout conformément au paragraphe 3 de la Résolution portant sur l'AGC.

## X. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

16. Les membres qui souhaitent obtenir des renseignements complémentaires sur les questions examinées dans le présent document devraient écrire à la Banque, à l'attention du :

Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Télécopie numéro : (202)522-1642 or (202)477-6391
Courriel : corpsecmembers@worldbank.org

**ANNEXE A**

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT**

**Résolution n° 613**

**Augmentation générale du capital 2010**

ATTENDU QUE, après avoir examiné la question de l'accroissement des ressources de la Banque par le biais d'une augmentation de son capital autorisé, les Administrateurs sont parvenus à la conclusion que ladite augmentation serait souhaitable et que, dans leur Rapport approuvé le 20 juillet 2010, ils ont soumis une proposition concernant ladite augmentation au Conseil des Gouverneurs ;

ATTENDU QUE les Administrateurs ont proposé que chaque État membre soit autorisé, sous réserve du respect de certaines conditions, à souscrire des parts du capital nouvellement autorisé représentant une fraction proportionnelle au nombre global de parts que ledit État membre a souscrite et est autorisé à souscrire, y compris les parts que certains États membres doivent être autorisés à souscrire conformément aux dispositions de la proposition de Résolution intitulée « Augmentation sélective du capital social autorisé, 2010, pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition » (ci-après désignée par l'expression « Résolution portant sur l'augmentation sélective du capital » ;

EN CONSÉQUENCE, le Conseil des Gouverneurs décide par les présentes ce qui suit :

1. Le capital social autorisé de la Banque est augmenté de 484 102 parts de capital, ayant chacune un pair de 100 000 Dollars des États-Unis, exprimé en dollars des États-Unis du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944, tel qu'interprété par les Administrateurs.

2. Chaque État membre de la Banque est autorisé à souscrire un nombre de parts à concurrence du nombre total de parts indiqué en face de son nom dans le tableau ci-après, sous réserve de l'application des conditions énoncées au paragraphe 3 ci-après :

| Membre | Nombre de parts attribuées | Membre | Nombre de parts attribuées |
|---|---|---|---|
| AFGHANISTAN | 107 | ESTONIE | 247 |
| AFRIQUE DU SUD | 3 760 | ÉTATS-UNIS | 81 074 |
| ALBANIE | 250 | ÉTHIOPIE | 310 |
| ALGÉRIE | 2 472 | FÉDÉRATION DE RUSSIE | 14 023 |
| ALLEMAGNE | 20 363 | FIDJI | 264 |
| ANGOLA | 782 | FINLANDE | 2 412 |
| ANTIGUA-ET-BARBUDA | 139 | FRANCE | 19 062 |
| ARABIE SAOUDITE | 14 023 | GABON | 264 |
| ARGENTINE | 5 564 | GAMBIE | 164 |
| ARMÉNIE | 347 | GÉORGIE | 480 |
| AUSTRALIE | 6 661 | GHANA | 464 |
| AUTRICHE | 3 081 | GRÈCE | 1 557 |
| AZERBAÏDJAN | 500 | GRENADA | 142 |
| BAHAMAS | 286 | GUATEMALA | 601 |
| BAHRAIN | 295 | GUINÉE | 393 |
| BANGLADESH | 1 364 | GUINÉE ÉQUATORIALE | 191 |
| BARBADE | 253 | GUINÉE-BISSAU | 164 |
| BELARUS | 888 | GUYANA | 322 |
| BELGIQUE | 7 889 | HAÏTI | 327 |
| BELIZE | 179 | HONDURAS | 194 |
| BÉNIN | 266 | HONGRIE | 2 276 |
| BHOUTAN | 143 | ÎLES MARSHALL | 143 |
| BOLIVIE | 541 | ÎLES SALOMON | 154 |
| BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE | 174 | INDE | 14 744 |
| BOTSWANA | 164 | INDONÉSIE | 4 856 |
| BRÉSIL | 11 305 | IRAK | 817 |
| BRUNEI DARUSSALAM | 634 | IRAN, RÉP. ISLAMIQUE D' | 7 373 |
| BULGARIE | 1 393 | IRELANDE | 1 642 |
| BURKINA FASO | 266 | ISLANDE | 367 |
| BURUNDI | 220 | ISRAEL | 1 269 |
| CAMBODGE | 104 | ITALIE | 13 362 |
| CAMEROUN | 464 | JAMAÏQUE | 689 |
| CANADA | 12 304 | JAPON | 34 885 |
| CAP-VERT | 154 | JORDANIE | 424 |
| CHILI | 2 111 | KAZAKHSTAN | 964 |
| CHINE | 22 476 | KENYA | 724 |
| CHYPRE | 390 | KIRIBATI | 143 |
| COLOMBIE | 2 052 | KOSOVO | 296 |
| COMORES | 87 | KOWEÏT | 4 097 |
| CONGO, RÉEPUBLIQUE DU | 281 | LESOTHO | 199 |
| CONGO, RÉP. DÉM. DU | 773 | LETTONIE | 370 |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 7 912 | LIBAN | 224 |
| COSTA RICA | 237 | LIBERIA | 143 |
| CÔTE D'IVOIRE | 739 | LIBYE | 2 095 |
| CROATIE | 613 | LITHUANIE | 403 |
| DANEMARK | 3 752 | LUXEMBOURG | 483 |
| DJIBOUTI | 169 | MACEDOINE, ERY DE | 114 |
| DOMINIQUE | 135 | MADAGASCAR | 434 |
| ÉGYPTE, RÉP. ARABE D' | 2 252 | MALAISIE | 2 203 |
| EL SALVADOR | 189 | MALAWI | 332 |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | 1 126 | MALDIVES | 143 |
| ÉQUATEUR | 807 | MALI | 352 |
| ÉRYTHRÉE | 179 | MALTE | 287 |
| ESPAGNE | 9 311 | MAROC | 1 396 |

| Membre | Nombre de parts attribuées | Membre | Nombre de parts attribuées |
|---|---|---|---|
| MAURICE | 332 | SAINT KITTS-ET-NEVIS | 73 |
| MAURITANIE | 276 | SAINTE LUCIE | 147 |
| MEXIQUE | 8 459 | SAMOA | 164 |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉD. DE | 143 | SAN MARINO | 159 |
| MOLDOVA | 418 | SAO TOME-ET-PRINCIPE | 149 |
| MONGOLIE | 143 | SÉNÉGAL | 620 |
| MONTENEGRO | 184 | SERBIE | 760 |
| MOZAMBIQUE | 281 | SEYCHELLES | 70 |
| MYANMAR | 731 | SIERRA LEONE | 220 |
| NAMIBIE | 407 | SINGAPOUR | 1 287 |
| NÉPAL | 296 | SLOVÉNIE | 360 |
| NICARAGUA | 184 | SOMALIE | 169 |
| NIGER | 261 | SOUDAN | 419 |
| NIGERIA | 3 413 | SRI LANKA | 1 087 |
| NORVÈGE | 2 829 | ST. VINCENT-ET-LES GRENADINES | 74 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 2 058 | SUÈDE | 4 182 |
| OMAN | 417 | SUISSE | 7 308 |
| OUGANDA | 196 | SURINAME | 110 |
| OUZBÉKISTAN | 733 | SWAZILAND | 133 |
| PAKISTAN | 2 495 | TADJIKISTAN | 322 |
| PALAU | 4 | TANZANIE | 393 |
| PANAMA | 188 | TCHAD | 261 |
| PAPOUASIE- NOUVELLE GUINÉE | 393 | THAÏLANDE | 2 342 |
| PARAGUAY | 372 | TIMOR-LESTE | 159 |
| PAYS-BAS | 9 663 | TOGO | 337 |
| PÉROU | 1 622 | TONGA | 149 |
| PHILIPPINES | 2 088 | TRINITÉ-ET-TOBAGO | 712 |
| POLOGNE | 3 612 | TUNISIE | 357 |
| PORTUGAL | 1 584 | TURKMENISTAN | 168 |
| QATAR | 293 | TURQUIE | 5 407 |
| RÉP. ARABE SYRIENNE | 655 | UKRAINE | 2 933 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 261 | URUGUAY | 751 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 559 | VANUATU | 179 |
| RÉPUBLIQUE KIRGHIZE | 337 | VENEZUELA, REP. BOLIVARIANA DE | 5 531 |
| RÉPUBLIQUE SLOVAQUE | 859 | VIETNAM | 880 |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 1 685 | YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU | 658 |
| RÉPUBLIQUE. DÉM. POP. LAO | 57 | ZAMBIE | 818 |
| ROUMANIE | 1 448 | ZIMBABWE | 955 |
| ROYAUME-UNI | 19 062 | | |
| RWANDA | 317 | TOTAL | 484 102 |

3. Chaque souscription autorisée en vertu du paragraphe 2 ci-dessus est effectuée aux conditions suivantes :

a) Le prix de souscription d'une part est son pair ;

b) Chaque État membre peut souscrire un nombre de parts à concurrence du nombre total indiqué en face de son nom dans le tableau du paragraphe 2 ci-dessus, à diverses dates avant le cinquième (5$^{e}$) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée**,** ou toute autre date qui pourra être déterminée sur la base de l'examen d'une demande de prolongation de la période de souscription présentée par un État membre et contenant un

calendrier des mesures que l'État membre compte prendre pour souscrire les parts de capital ; il est toutefois entendu que :

i) La décision de prolonger la période de souscription pour un État membre jusqu'au sixième (6e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée ou toute date antérieure est prise par le Président en vertu du pouvoir qui lui est délégué, et la décision de prolonger ladite période jusqu'à une date ultérieure au sixième (6e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée est prise par les Administrateurs ; et

ii) Dans tous les cas, la période de souscription ne peut être prolongée au-delà du septième (7e) anniversaire de la date à laquelle la présente Résolution est adoptée ;

c) L'État membre effectuant la souscription verse à la Banque, en vertu de l'Article II, Section 7(i) des Statuts de la Banque (ci-après désigné par les « Statuts ») :

i) un montant en or ou en dollars des États-Unis égal à 0,6 % (six dixième de un pour cent) du prix de souscription des parts souscrites ; et

ii) un montant en sa propre monnaie ou toute autre monnaie égal à 5,4 % (cinq et quatre dixièmes de un pour cent) dudit prix de souscription,

d) étant entendu, dans chaque cas, que ladite monnaie : A) est versée en numéraire et B) est librement convertible et peut être utilisée par la Banque dans le cadre de ses opérations ; toutefois, tout État membre éligible à emprunter uniquement à l'Association internationale de développement, et non éligible à emprunter à la Banque au 1er juillet 2010 est exempté de l'obligation énoncée à la clause (B) si la monnaie dudit État membre n'est pas librement convertible ;

e) le paiement des montants visés au paragraphe (c)(ii) ci-dessus peut être effectué par le dépôt de bons à vue ne portant pas intérêt et revêtant une forme acceptable par la Banque, que la Banque encaissera au plus tôt ; il est toutefois entendu que, si les bons sont libellés en une monnaie autre que le dollar des États-Unis, et que si le montant des bons est

inférieur au montant dû en dollars des États-Unis à la date d'encaissement desdits bons, l'État membre devra effectué un paiement supplémentaire à la Banque dans un délai de sept jours suivant la présentation des bons à l'encaissement de manière à ce que la Banque soit assurée de recevoir l'intégralité du montant de l'achat des parts souscrites ;

f) la Banque n'appellera les fractions de 2 % et de 18 % des souscriptions payables en vertu de l'Article II, Section 7(i) des Statuts dont le paiement n'est pas exigé en vertu des dispositions du paragraphe 3(c) ci-dessus que dans la mesure où elle aura besoin de ces fonds pour faire face à des obligations encourues au titre de fonds empruntés ou de prêts garantis ; la Banque ne pourra pas appeler ces fonds pour les utiliser dans le cadre de ses opérations de financement ou pour financer ses dépenses administratives ;

g) avant qu'une souscription quelconque puisse être acceptée par la Banque, l'État membre aura :

   i) pris toutes les mesures nécessaires pour autoriser ladite souscription et communiqué à la Banque toute information en la matière que la Banque peut demander ;

   ii) effectué les paiements prévus au paragraphe 3(c) ci-dessus ; et

   iii) pris toutes les mesures nécessaires pour assurer que la fraction du prix de souscription des parts versées en la monnaie nationale de l'État membre en vertu de l'Article II, Section 7(i) des Statuts est mise à la disposition immédiate et sans restriction de la Banque aux fins de ses opérations ; et

h) en souscrivant lesdites parts, l'État membre est réputé avoir :

   i) consenti de manière irrévocable à la mise à disposition immédiate et sans restriction de son capital libéré nonobstant le droit d'approbation conféré à l'État membre en vertu de l'Article IV, Sections 2(a) and (b) des Statuts, le droit que lui confère l'Article V, Section 12 des Statuts de remplacer la monnaie par des bons ou des engagements similaires, ou tout autre droit ou restriction ;

ii) convenu que la fraction libérée de sa souscription est nécessaire à la Banque aux fins de ses opérations et que la monnaie d'aucun État membre ne peut être remplacée par des bons ou des engagements similaires ; et

i) au cas où la Résolution portant sur l'Augmentation sélective du capital ne serait pas adoptée à la date ou avant la date à laquelle la présente Résolution est adoptée, aucune demande de souscription ne sera acceptée par la Banque avant la première des deux dates suivantes : i) la date à laquelle la Résolution portant sur l'Augmentation sélective du capital est adoptée par le Conseil des Gouverneurs, et ii) la date à laquelle la Banque notifie à chaque État membre que la date limite fixée pour le vote sur la Résolution portant sur l'Augmentation sélective du capital, y compris toute prorogation, est passée. Si la date limite fixée pour le vote sur la Résolution portant sur l'Augmentation sélective du capital est passée sans que la Résolution portant sur l'Augmentation sélective du capital ait été adoptée par le Conseil des Gouverneurs, le nombre de parts que chaque État membre est autorisé à souscrire, tel qu'indiqué au paragraphe 2 ci-dessus, est ajusté pour que l'allocation à chaque membre de parts au prorata après l'entrée en vigueur de l'augmentation du capital en vertu de la présente Résolution soit égale à l'allocation à chaque membre de parts au prorata si la Résolution portant sur l'augmentation sélective de capital n'entre pas en vigueur.

4. Tous les droits, y compris les droits de vote, acquis au titre des parts pour lesquelles un paiement est effectué au moyen de bons conformément aux dispositions du paragraphe 3(d) ci-dessus sont suspendus :

a) si le paiement n'est pas effectué dans un délai de sept jours à compter de la date de la présentation des bons à l'encaissement ; et

b) si, pour tous les bons libellés en une monnaie autre que le dollar des États-Unis, l'encaissement desdits bons produit un montant inférieur au prix d'achat des parts, et si le

paiement supplémentaire requis n'est pas effectué dans un délai de sept jours à compter de la date de paiement pertinente,

dans chaque cas, uniquement en ce qui concerne les parts pour lesquelles un paiement n'a pas été reçu, et jusqu'à ce que l'intégralité du montant dû en numéraire ait été reçu par la Banque.

5. À l'issue de la période de souscription définie au paragraphe 3(b) ci-dessus,

a) la souscription de toute part pour laquelle les droits ont été suspendus, conformément aux dispositions du paragraphe 4 ci-dessus, est annulée ; et

b) le capital autorisé de la Banque qui n'aura pas été souscrit, y compris toute part dont la souscription a été annulée conformément aux dispositions du paragraphe 5(a) ci-dessus, sera inclus dans le capital autorisé mais non attribué de la Banque.

(Adoptée le 16 mars 2011)

**ANNEXE B**

## MODÈLE DE SOUSCRIPTION

Monsieur,

(NOM DU PAYS) détient actuellement (NOMBRE DE) parts du capital social de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et souscrit par la présente (NOMBRE DE) parts supplémentaires aux conditions et modalités stipulées au paragraphe 3 de la Résolution n° 613 du Conseil des Gouverneurs intitulée «Augmentation générale du capital 2010».

Au nom de (NOM DU PAYS), j'atteste que le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour autoriser ladite souscription.

Un mémoire juridique est joint à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour (NOM DU PAYS)

_____

Signature
(Nom et titre officiel du signataire)

Le Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la
reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B = A * 120,635 | B * 0.6% | B * 5.4% | B * 6% | B * 94% |
| AFGHANISTAN | 107 | 12 907 945,00 | 77 447,67 | 697 029,03 | 774 476,70 | 12 133 468,30 |
| AFRIQUE DU SUD | 3 760 | 453 587 600,00 | 2 721 525,60 | 24 493 730,40 | 27 215 256,00 | 426 372 344,00 |
| ALBANIE | 250 | 30 158 750,00 | 180 952,50 | 1 628 572,50 | 1 809 525,00 | 28 349 225,00 |
| ALGÉRIE | 2 472 | 298 209 720,00 | 1 789 258,32 | 16 103 324,88 | 17 892 583,20 | 280 317 136,80 |
| ALLEMAGNE | 20 363 | 2 456 490 505,00 | 14 738 943,03 | 132 650 487,27 | 147 389 430,30 | 2 309 101 074,70 |
| ANGOLA | 782 | 94 336 570,00 | 566 019,42 | 5 094 174,78 | 5 660 194,20 | 88 676 375,80 |
| ANTIGUA-ET- BARBUDA | 139 | 16 768 265,00 | 100 609,59 | 905 486,31 | 1 006 095,90 | 15 762 169,10 |
| ARABIE SAOUDITE | 14 023 | 1 691 664 605,00 | 10 149 987,63 | 91 349 888,67 | 101 499 876,30 | 1 590 164 728,70 |
| ARGENTINE | 5 564 | 671 213 140,00 | 4 027 278,84 | 36 245 509,56 | 40 272 788,40 | 630 940 351,60 |
| ARMÉNIE | 347 | 41 860 345,00 | 251 162,07 | 2 260 458,63 | 2 511 620,70 | 39 348 724,30 |
| AUSTRALIE | 6 661 | 803 549 735,00 | 4 821 298,41 | 43 391 685,69 | 48 212 984,10 | 755 336 750,90 |
| AUTRICHE | 3 081 | 371 676 435,00 | 2 230 058,61 | 20 070 527,49 | 22 300 586,10 | 349 375 848,90 |
| AZERBAÏDJAN | 500 | 60 317 500,00 | 361 905,00 | 3 257 145,00 | 3 619 050,00 | 56 698 450,00 |
| BAHAMAS | 286 | 34 501 610,00 | 207 009,66 | 1 863 086,94 | 2 070 096,60 | 32 431 513,40 |
| BAHRAÏN | 295 | 35 587 325,00 | 213 523,95 | 1 921 715,55 | 2 135 239,50 | 33 452 085,50 |
| BANGLADESH | 1 364 | 164 546 140,00 | 987 276,84 | 8 885 491,56 | 9 872 768,40 | 154 673 371,60 |
| BARBADE | 253 | 30 520 655,00 | 183 123,93 | 1 648 115,37 | 1 831 239,30 | 28 689 415,70 |
| BELARUS | 888 | 107 123 880,00 | 642 743,28 | 5 784 689,52 | 6 427 432,80 | 100 696 447,20 |
| BELGIQUE | 7 889 | 951 689 515,00 | 5 710 137,09 | 51 391 233,81 | 57 101 370,90 | 894 588 144,10 |
| BÉLIZE | 179 | 21 593 665,00 | 129 561,99 | 1 166 057,91 | 1 295 619,90 | 20 298 045,10 |
| BENIN | 266 | 32 088 910,00 | 192 533,46 | 1 732 801,14 | 1 925 334,60 | 30 163 575,40 |
| BHOUTAN | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| BOLIVIE | 541 | 65 263 535,00 | 391 581,21 | 3 524 230,89 | 3 915 812,10 | 61 347 722,90 |
| BOSNIE-HERZÉGOVINE | 174 | 20 990 490,00 | 125 942,94 | 1 133 486,46 | 1 259 429,40 | 19 731 060,60 |
| BOTSWANA | 164 | 19 784 140,00 | 118 704,84 | 1 068 343,56 | 1 187 048,40 | 18 597 091,60 |
| BRÉSIL | 11 305 | 1 363 778 675,00 | 8 182 672,05 | 73 644 048,45 | 81 826 720,50 | 1 281 951 954,50 |
| BRUNEI DARUSSALAM | 634 | 76 482 590,00 | 458 895,54 | 4 130 059,86 | 4 588 955,40 | 71 893 634,60 |
| BULGARIE | 1 393 | 168 044 555,00 | 1 008 267,33 | 9 074 405,97 | 10 082 673,30 | 157 961 881,70 |
| BURKINA FASO | 266 | 32 088 910,00 | 192 533,46 | 1 732 801,14 | 1 925 334,60 | 30 163 575,40 |
| BURUNDI | 220 | 26 539 700,00 | 159 238,20 | 1 433 143,80 | 1 592 382,00 | 24 947 318,00 |
| CAMBODGE | 104 | 12 546 040,00 | 75 276,24 | 677 486,16 | 752 762,40 | 11 793 277,60 |
| CAMEROUN | 464 | 55 974 640,00 | 335 847,84 | 3 022 630,56 | 3 358 478,40 | 52 616 161,60 |
| CANADA | 12 304 | 1 484 293 040,00 | 8 905 758,24 | 80 151 824,16 | 89 057 582,40 | 1 395 235 457,60 |
| CAP-VERT | 154 | 18 577 790,00 | 111 466,74 | 1 003 200,66 | 1 114 667,40 | 17 463 122,60 |
| CHILI | 2 111 | 254 660 485,00 | 1 527 962,91 | 13 751 666,19 | 15 279 629,10 | 239 380 855,90 |
| CHINE | 22 476 | 2 711 392 260,00 | 16 268 353,56 | 146 415 182,04 | 162 683 535,60 | 2 548 708 724,40 |
| CHYPRE | 390 | 47 047 650,00 | 282 285,90 | 2 540 573,10 | 2 822 859,00 | 44 224 791,00 |
| COLOMBIE | 2 052 | 247 543 020,00 | 1 485 258,12 | 13 367 323,08 | 14 852 581,20 | 232 690 438,80 |
| COMORES | 87 | 10 495 245,00 | 62 971,47 | 566 743,23 | 629 714,70 | 9 865 530,30 |
| CONGO, RÉP. DÉM. DU | 773 | 93 250 855,00 | 559 505,13 | 5 035 546,17 | 5 595 051,30 | 87 655 803,70 |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 281 | 33 898 435,00 | 203 390,61 | 1 830 515,49 | 2 033 906,10 | 31 864 528,90 |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 7 912 | 954 464 120,00 | 5 726 784,72 | 51 541 062,48 | 57 267 847,20 | 897 196 272,80 |
| COSTA RICA | 237 | 28 590 495,00 | 171 542,97 | 1 543 886,73 | 1 715 429,70 | 26 875 065,30 |
| CÔTE D'IVOIRE | 739 | 89 149 265,00 | 534 895,59 | 4 814 060,31 | 5 348 955,90 | 83 800 309,10 |
| CROATIE | 613 | 73 949 255,00 | 443 695,53 | 3 993 259,77 | 4 436 955,30 | 69 512 299,70 |
| DANEMARK | 3 752 | 452 622 520,00 | 2 715 735,12 | 24 441 616,08 | 27 157 351,20 | 425 465 168,80 |
| DJIBOUTI | 169 | 20 387 315,00 | 122 323,89 | 1 100 915,01 | 1 223 238,90 | 19 164 076,10 |
| DOMINIQUE | 135 | 16 285 725,00 | 97 714,35 | 879 429,15 | 977 143,50 | 15 308 581,50 |
| ÉGYPTE, RÉP. ARABE D' | 2 252 | 271 670 020,00 | 1 630 020,12 | 14 670 181,08 | 16 300 201,20 | 255 369 818,80 |
| EL SALVADOR | 189 | 22 800 015,00 | 136 800,09 | 1 231 200,81 | 1 368 000,90 | 21 432 014,10 |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | 1 126 | 135 835 010,00 | 815 010,06 | 7 335 090,54 | 8 150 100,60 | 127 684 909,40 |
| ÉQUATEUR | 807 | 97 352 445,00 | 584 114,67 | 5 257 032,03 | 5 841 146,70 | 91 511 298,30 |
| ÉRYTHRÉE | 179 | 21 593 665,00 | 129 561,99 | 1 166 057,91 | 1 295 619,90 | 20 298 045,10 |
| ESPAGNE | 9 311 | 1 123 232 485,00 | 6 739 394,91 | 60 654 554,19 | 67 393 949,10 | 1 055 838 535,90 |
| ESTONIE | 247 | 29 796 845,00 | 178 781,07 | 1 609 029,63 | 1 787 810,70 | 28 009 034,30 |

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B = A * 120,635 | B * 0.6% | B * 5.4% | B * 6% | B * 94% |
| ÉTATS-UNIS | 81 074 | 9 780 361 990,00 | 58 682 171,94 | 528 139 547,46 | 586 821 719,40 | 9 193 540 270,60 |
| ÉTHIOPIE | 310 | 37 396 850,00 | 224 381,10 | 2 019 429,90 | 2 243 811,00 | 35 153 039,00 |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 14 023 | 1 691 664 605,00 | 10 149 987,63 | 91 349 888,67 | 101 499 876,30 | 1 590 164 728,70 |
| FIDJI | 264 | 31 847 640,00 | 191 085,84 | 1 719 772,56 | 1 910 858,40 | 29 936 781,60 |
| FINLANDE | 2 412 | 290 971 620,00 | 1 745 829,72 | 15 712 467,48 | 17 458 297,20 | 273 513 322,80 |
| FRANCE | 19 062 | 2 299 544 370,00 | 13 797 266,22 | 124 175 395,98 | 137 972 662,20 | 2 161 571 707,80 |
| GABON | 264 | 31 847 640,00 | 191 085,84 | 1 719 772,56 | 1 910 858,40 | 29 936 781,60 |
| GAMBIE | 164 | 19 784 140,00 | 118 704,84 | 1 068 343,56 | 1 187 048,40 | 18 597 091,60 |
| GÉORGIE | 480 | 57 904 800,00 | 347 428,80 | 3 126 859,20 | 3 474 288,00 | 54 430 512,00 |
| GHANA | 464 | 55 974 640,00 | 335 847,84 | 3 022 630,56 | 3 358 478,40 | 52 616 161,60 |
| GRÈCE | 1 557 | 187 828 695,00 | 1 126 972,17 | 10 142 749,53 | 11 269 721,70 | 176 558 973,30 |
| GRENADA | 142 | 17 130 170,00 | 102 781,02 | 925 029,18 | 1 027 810,20 | 16 102 359,80 |
| GUATEMALA | 601 | 72 501 635,00 | 435 009,81 | 3 915 088,29 | 4 350 098,10 | 68 151 536,90 |
| GUINÉE | 393 | 47 409 555,00 | 284 457,33 | 2 560 115,97 | 2 844 573,30 | 44 564 981,70 |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 191 | 23 041 285,00 | 138 247,71 | 1 244 229,39 | 1 382 477,10 | 21 658 807,90 |
| GUINÉE-BISSAU | 164 | 19 784 140,00 | 118 704,84 | 1 068 343,56 | 1 187 048,40 | 18 597 091,60 |
| GUYANA | 322 | 38 844 470,00 | 233 066,82 | 2 097 601,38 | 2 330 668,20 | 36 513 801,80 |
| HAÏTI | 327 | 39 447 645,00 | 236 685,87 | 2 130 172,83 | 2 366 858,70 | 37 080 786,30 |
| HONDURAS | 194 | 23 403 190,00 | 140 419,14 | 1 263 772,26 | 1 404 191,40 | 21 998 998,60 |
| HONGRIE | 2 276 | 274 565 260,00 | 1 647 391,56 | 14 826 524,04 | 16 473 915,60 | 258 091 344,40 |
| ÎLES MARSHALL | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| ÎLES SALOMON | 154 | 18 577 790,00 | 111 466,74 | 1 003 200,66 | 1 114 667,40 | 17 463 122,60 |
| INDE | 14 744 | 1 778 642 440,00 | 10 671 854,64 | 96 046 691,76 | 106 718 546,40 | 1 671 923 893,60 |
| INDONÉSIE | 4 856 | 585 803 560,00 | 3 514 821,36 | 31 633 392,24 | 35 148 213,60 | 550 655 346,40 |
| IRAK | 817 | 98 558 795,00 | 591 352,77 | 5 322 174,93 | 5 913 527,70 | 92 645 267,30 |
| IRAN, RÉP. ISLAMIQUE D' | 7 373 | 889 441 855,00 | 5 336 651,13 | 48 029 860,17 | 53 366 511,30 | 836 075 343,70 |
| IRELANDE | 1 642 | 198 082 670,00 | 1 188 496,02 | 10 696 464,18 | 11 884 960,20 | 186 197 709,80 |
| ISLANDE | 367 | 44 273 045,00 | 265 638,27 | 2 390 744,43 | 2 656 382,70 | 41 616 662,30 |
| ISRAËL | 1 269 | 153 085 815,00 | 918 514,89 | 8 266 634,01 | 9 185 148,90 | 143 900 666,10 |
| ITALIE | 13 362 | 1 611 924 870,00 | 9 671 549,22 | 87 043 942,98 | 96 715 492,20 | 1 515 209 377,80 |
| JAMAÏQUE | 689 | 83 117 515,00 | 498 705,09 | 4 488 345,81 | 4 987 050,90 | 78 130 464,10 |
| JAPON | 34 885 | 4 208 351 975,00 | 25 250 111,85 | 227 251 006,65 | 252 501 118,50 | 3 955 850 856,50 |
| JORDANIE | 424 | 51 149 240,00 | 306 895,44 | 2 762 058,96 | 3 068 954,40 | 48 080 285,60 |
| KAZAKHSTAN | 964 | 116 292 140,00 | 697 752,84 | 6 279 775,56 | 6 977 528,40 | 109 314 611,60 |
| KENYA | 724 | 87 339 740,00 | 524 038,44 | 4 716 345,96 | 5 240 384,40 | 82 099 355,60 |
| KIRIBATI | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| KOSOVO | 296 | 35 707 960,00 | 214 247,76 | 1 928 229,84 | 2 142 477,60 | 33 565 482,40 |
| KOWAÏT | 4 097 | 494 241 595,00 | 2 965 449,57 | 26 689 046,13 | 29 654 495,70 | 464 587 099,30 |
| LESOTHO | 199 | 24 006 365,00 | 144 038,19 | 1 296 343,71 | 1 440 381,90 | 22 565 983,10 |
| LETTONIE | 370 | 44 634 950,00 | 267 809,70 | 2 410 287,30 | 2 678 097,00 | 41 956 853,00 |
| LIBAN | 224 | 27 022 240,00 | 162 133,44 | 1 459 200,96 | 1 621 334,40 | 25 400 905,60 |
| LIBERIA | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| LIBYE | 2 095 | 252 730 325,00 | 1 516 381,95 | 13 647 437,55 | 15 163 819,50 | 237 566 505,50 |
| LITUANIE | 403 | 48 615 905,00 | 291 695,43 | 2 625 258,87 | 2 916 954,30 | 45 698 950,70 |
| LUXEMBOURG | 483 | 58 266 705,00 | 349 600,23 | 3 146 402,07 | 3 496 002,30 | 54 770 702,70 |
| MACÉDOINE, ERY DE | 114 | 13 752 390,00 | 82 514,34 | 742 629,06 | 825 143,40 | 12 927 246,60 |
| MADAGASCAR | 434 | 52 355 590,00 | 314 133,54 | 2 827 201,86 | 3 141 335,40 | 49 214 254,60 |
| MALAISIE | 2 203 | 265 758 905,00 | 1 594 553,43 | 14 350 980,87 | 15 945 534,30 | 249 813 370,70 |
| MALAWI | 332 | 40 050 820,00 | 240 304,92 | 2 162 744,28 | 2 403 049,20 | 37 647 770,80 |
| MALDIVES | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| MALI | 352 | 42 463 520,00 | 254 781,12 | 2 293 030,08 | 2 547 811,20 | 39 915 708,80 |
| MALTE | 287 | 34 622 245,00 | 207 733,47 | 1 869 601,23 | 2 077 334,70 | 32 544 910,30 |
| MAROC | 1 396 | 168 406 460,00 | 1 010 438,76 | 9 093 948,84 | 10 104 387,60 | 158 302 072,40 |
| MAURICE | 332 | 40 050 820,00 | 240 304,92 | 2 162 744,28 | 2 403 049,20 | 37 647 770,80 |
| MAURITANIE | 276 | 33 295 260,00 | 199 771,56 | 1 797 944,04 | 1 997 715,60 | 31 297 544,40 |

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B = A * 120,635 | B * 0.6% | B * 5.4% | B * 6% | B * 94% |
| MEXIQUE | 8 459 | 1 020 451 465,00 | 6 122 708,79 | 55 104 379,11 | 61 227 087,90 | 959 224 377,10 |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉD. DE | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| MOLDOVA | 418 | 50 425 430,00 | 302 552,58 | 2 722 973,22 | 3 025 525,80 | 47 399 904,20 |
| MONGOLIE | 143 | 17 250 805,00 | 103 504,83 | 931 543,47 | 1 035 048,30 | 16 215 756,70 |
| MONTÉNÉGRO | 184 | 22 196 840,00 | 133 181,04 | 1 198 629,36 | 1 331 810,40 | 20 865 029,60 |
| MOZAMBIQUE | 281 | 33 898 435,00 | 203 390,61 | 1 830 515,49 | 2 033 906,10 | 31 864 528,90 |
| MYANMAR | 731 | 88 184 185,00 | 529 105,11 | 4 761 945,99 | 5 291 051,10 | 82 893 133,90 |
| NAMIBIE | 407 | 49 098 445,00 | 294 590,67 | 2 651 316,03 | 2 945 906,70 | 46 152 538,30 |
| NÉPAL | 296 | 35 707 960,00 | 214 247,76 | 1 928 229,84 | 2 142 477,60 | 33 565 482,40 |
| NICARAGUA | 184 | 22 196 840,00 | 133 181,04 | 1 198 629,36 | 1 331 810,40 | 20 865 029,60 |
| NIGER | 261 | 31 485 735,00 | 188 914,41 | 1 700 229,69 | 1 889 144,10 | 29 596 590,90 |
| NIGERIA | 3 413 | 411 727 255,00 | 2 470 363,53 | 22 233 271,77 | 24 703 635,30 | 387 023 619,70 |
| NORVÈGE | 2 829 | 341 276 415,00 | 2 047 658,49 | 18 428 926,41 | 20 476 584,90 | 320 799 830,10 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 2 058 | 248 266 830,00 | 1 489 600,98 | 13 406 408,82 | 14 896 009,80 | 233 370 820,20 |
| OMAN | 417 | 50 304 795,00 | 301 828,77 | 2 716 458,93 | 3 018 287,70 | 47 286 507,30 |
| OUGANDA | 196 | 23 644 460,00 | 141 866,76 | 1 276 800,84 | 1 418 667,60 | 22 225 792,40 |
| OUZBÉKISTAN | 733 | 88 425 455,00 | 530 552,73 | 4 774 974,57 | 5 305 527,30 | 83 119 927,70 |
| PAKISTAN | 2 495 | 300 984 325,00 | 1 805 905,95 | 16 253 153,55 | 18 059 059,50 | 282 925 265,50 |
| PALAU | 4 | 482 540,00 | 2 895,24 | 26 057,16 | 28 952,40 | 453 587,60 |
| PANAMA | 188 | 22 679 380,00 | 136 076,28 | 1 224 686,52 | 1 360 762,80 | 21 318 617,20 |
| PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE | 393 | 47 409 555,00 | 284 457,33 | 2 560 115,97 | 2 844 573,30 | 44 564 981,70 |
| PARAGUAY | 372 | 44 876 220,00 | 269 257,32 | 2 423 315,88 | 2 692 573,20 | 42 183 646,80 |
| PAYS-BAS | 9 663 | 1 165 696 005,00 | 6 994 176,03 | 62 947 584,27 | 69 941 760,30 | 1 095 754 244,70 |
| PÉROU | 1 622 | 195 669 970,00 | 1 174 019,82 | 10 566 178,38 | 11 740 198,20 | 183 929 771,80 |
| PHILIPPINES | 2 088 | 251 885 880,00 | 1 511 315,28 | 13 601 837,52 | 15 113 152,80 | 236 772 727,20 |
| POLOGNE | 3 612 | 435 733 620,00 | 2 614 401,72 | 23 529 615,48 | 26 144 017,20 | 409 589 602,80 |
| PORTUGAL | 1 584 | 191 085 840,00 | 1 146 515,04 | 10 318 635,36 | 11 465 150,40 | 179 620 689,60 |
| QATAR | 293 | 35 346 055,00 | 212 076,33 | 1 908 686,97 | 2 120 763,30 | 33 225 291,70 |
| RÉP. ARABE SYRIENNE | 655 | 79 015 925,00 | 474 095,55 | 4 266 859,95 | 4 740 955,50 | 74 274 969,50 |
| RÉP. DÉM. POPULAIRE LAO | 57 | 6 876 195,00 | 41 257,17 | 371 314,53 | 412 571,70 | 6 463 623,30 |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 261 | 31 485 735,00 | 188 914,41 | 1 700 229,69 | 1 889 144,10 | 29 596 590,90 |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 559 | 67 434 965,00 | 404 609,79 | 3 641 488,11 | 4 046 097,90 | 63 388 867,10 |
| RÉPUBLIQUE KIRGHIZE | 337 | 40 653 995,00 | 243 923,97 | 2 195 315,73 | 2 439 239,70 | 38 214 755,30 |
| RÉPUBLIQUE SLOVAQUE | 859 | 103 625 465,00 | 621 752,79 | 5 595 775,11 | 6 217 527,90 | 97 407 937,10 |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 1 685 | 203 269 975,00 | 1 219 619,85 | 10 976 578,65 | 12 196 198,50 | 191 073 776,50 |
| ROUMANIE | 1 448 | 174 679 480,00 | 1 048 076,88 | 9 432 691,92 | 10 480 768,80 | 164 198 711,20 |
| ROYAUME-UNI | 19 062 | 2 299 544 370,00 | 13 797 266,22 | 124 175 395,98 | 137 972 662,20 | 2 161 571 707,80 |
| RWANDA | 317 | 38 241 295,00 | 229 447,77 | 2 065 029,93 | 2 294 477,70 | 35 946 817,30 |
| SAINTE-LUCIE | 147 | 17 733 345,00 | 106 400,07 | 957 600,63 | 1 064 000,70 | 16 669 344,30 |
| SAMOA | 164 | 19 784 140,00 | 118 704,84 | 1 068 343,56 | 1 187 048,40 | 18 597 091,60 |
| SAN MARINO | 159 | 19 180 965,00 | 115 085,79 | 1 035 772,11 | 1 150 857,90 | 18 030 107,10 |
| SAO TOME-ET-PRINCIPE | 149 | 17 974 615,00 | 107 847,69 | 970 629,21 | 1 078 476,90 | 16 896 138,10 |
| SÉNÉGAL | 620 | 74 793 700,00 | 448 762,20 | 4 038 859,80 | 4 487 622,00 | 70 306 078,00 |
| SERBIE | 760 | 91 682 600,00 | 550 095,60 | 4 950 860,40 | 5 500 956,00 | 86 181 644,00 |
| SEYCHELLES | 70 | 8 444 450,00 | 50 666,70 | 456 000,30 | 506 667,00 | 7 937 783,00 |
| SIERRA LEONE | 220 | 26 539 700,00 | 159 238,20 | 1 433 143,80 | 1 592 382,00 | 24 947 318,00 |
| SINGAPOUR | 1 287 | 155 257 245,00 | 931 543,47 | 8 383 891,23 | 9 315 434,70 | 145 941 810,30 |
| SLOVÉNIE | 360 | 43 428 600,00 | 260 571,60 | 2 345 144,40 | 2 605 716,00 | 40 822 884,00 |
| SOMALIE | 169 | 20 387 315,00 | 122 323,89 | 1 100 915,01 | 1 223 238,90 | 19 164 076,10 |
| SOUDAN | 419 | 50 546 065,00 | 303 276,39 | 2 729 487,51 | 3 032 763,90 | 47 513 301,10 |
| SRI LANKA | 1 087 | 131 130 245,00 | 786 781,47 | 7 081 033,23 | 7 867 814,70 | 123 262 430,30 |
| ST. KITTS-ET-NEVIS | 73 | 8 806 355,00 | 52 838,13 | 475 543,17 | 528 381,30 | 8 277 973,70 |
| ST. VINCENT-ET-LES GRENADINES | 74 | 8 926 990,00 | 53 561,94 | 482 057,46 | 535 619,40 | 8 391 370,60 |
| SUÈDE | 4 182 | 504 495 570,00 | 3 026 973,42 | 27 242 760,78 | 30 269 734,20 | 474 225 835,80 |
| SUISSE | 7 308 | 881 600 580,00 | 5 289 603,48 | 47 606 431,32 | 52 896 034,80 | 828 704 545,20 |

**ANNEXE C**

**AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL 2010**

**Nombre de parts attribuées et montants des paiements**

| État Membre | Nombre de parts attribuées | Coût total ( USD courant ) | PORTION LIBÉRÉE* | | | Portion appelable de la souscription (USD courant) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Portion de 0,6% de la souscription ( USD courant) | Portion de 5,4% de la souscription ( USD courant) | Total libéré (USD courant) | |
| | A | B = A * 120,635 | B * 0.6% | B * 5.4% | B * 6% | B * 94% |
| SURINAME | 110 | 13 269 850,00 | 79 619,10 | 716 571,90 | 796 191,00 | 12 473 659,00 |
| SWAZILAND | 133 | 16 044 455,00 | 96 266,73 | 866 400,57 | 962 667,30 | 15 081 787,70 |
| TADJIKISTAN | 322 | 38 844 470,00 | 233 066,82 | 2 097 601,38 | 2 330 668,20 | 36 513 801,80 |
| TANZANIE | 393 | 47 409 555,00 | 284 457,33 | 2 560 115,97 | 2 844 573,30 | 44 564 981,70 |
| TCHAD | 261 | 31 485 735,00 | 188 914,41 | 1 700 229,69 | 1 889 144,10 | 29 596 590,90 |
| THAÏLANDE | 2 342 | 282 527 170,00 | 1 695 163,02 | 15 256 467,18 | 16 951 630,20 | 265 575 539,80 |
| TIMOR-LESTE | 159 | 19 180 965,00 | 115 085,79 | 1 035 772,11 | 1 150 857,90 | 18 030 107,10 |
| TOGO | 337 | 40 653 995,00 | 243 923,97 | 2 195 315,73 | 2 439 239,70 | 38 214 755,30 |
| TONGA | 149 | 17 974 615,00 | 107 847,69 | 970 629,21 | 1 078 476,90 | 16 896 138,10 |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 712 | 85 892 120,00 | 515 352,72 | 4 638 174,48 | 5 153 527,20 | 80 738 592,80 |
| TUNISIE | 357 | 43 066 695,00 | 258 400,17 | 2 325 601,53 | 2 584 001,70 | 40 482 693,30 |
| TURKMENISTAN | 168 | 20 266 680,00 | 121 600,08 | 1 094 400,72 | 1 216 000,80 | 19 050 679,20 |
| TURQUIE | 5 407 | 652 273 445,00 | 3 913 640,67 | 35 222 766,03 | 39 136 406,70 | 613 137 038,30 |
| UKRAINE | 2 933 | 353 822 455,00 | 2 122 934,73 | 19 106 412,57 | 21 229 347,30 | 332 593 107,70 |
| URUGUAY | 751 | 90 596 885,00 | 543 581,31 | 4 892 231,79 | 5 435 813,10 | 85 161 071,90 |
| VANUATU | 179 | 21 593 665,00 | 129 561,99 | 1 166 057,91 | 1 295 619,90 | 20 298 045,10 |
| VENEZUELA, REP. BOLIVARIANA DE | 5 531 | 667 232 185,00 | 4 003 393,11 | 36 030 537,99 | 40 033 931,10 | 627 198 253,90 |
| VIETNAM | 880 | 106 158 800,00 | 636 952,80 | 5 732 575,20 | 6 369 528,00 | 99 789 272,00 |
| YÉMEN, RÉP. DU | 658 | 79 377 830,00 | 476 266,98 | 4 286 402,82 | 4 762 669,80 | 74 615 160,20 |
| ZAMBIE | 818 | 98 679 430,00 | 592 076,58 | 5 328 689,22 | 5 920 765,80 | 92 758 664,20 |
| ZIMBABWE | 955 | 115 206 425,00 | 691 238,55 | 6 221 146,95 | 6 912 385,50 | 108 294 039,50 |
| **Total** | **484 102** | **58 399 644 770** | **350 397 869** | **3 153 580 818** | **3 503 978 686** | **54 895 666 084** |
| **Total (en milliards de dollars EU)** | | **58,40** | **0,35** | **3,15** | **3,50** | **54,90** |

*La portion libérée est égale à 6% du prix total de souscription des parts. Sur les 6% , 0,6% est payable en dollars EU et 5,4% est payable dans la monnaie nationale des membres, si elle est librement convertible.

**ANNEXE D**

Liste des États membres de l'IDA non admis à emprunter à la BIRD*

| État membre | État membre |
|---|---|
| AFGHANISTAN | MALI |
| ANGOLA | MAURITANIE |
| BANGLADESH | MOLDOVA |
| BENIN | MONGOLIE |
| BHUTAN | MOZAMBIQUE |
| BURKINA FASO | MYANMAR |
| BURUNDI | NÉPAL |
| CAMBODGE | NICARAGUA |
| CAMEROUN | NIGER |
| COMORES | NIGERIA |
| CONGO, RÉP. DÉMOC. DU | OUGANDA |
| CONGO, RÉP. DU | RÉP. DÉM. POPULAIRE LAO |
| CÔTE D'IVOIRE | RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE |
| DJIBOUTI | RÉPUBLIQUE KIRGHISE |
| ÉRYTHRÉE | RWANDA |
| ÉTHIOPIE | SAMOA |
| GAMBIE | SAO TOME ET PRINCIPE |
| GHANA | SÉNÉGAL |
| GUINÉE | SIERRA LEONE |
| GUINÉE-BISSAU | SOMALIE |
| GUYANA | SOUDAN |
| HAÏTI | SRI LANKA |
| HONDURAS | TADJIKISTAN |
| ÎLES SALOMON | TANZANIE |
| KENYA | TCHAD |
| KIRIBATI | TIMOR-LESTE |
| KOSOVO | TOGO |
| LESOTHO | TONGA |
| LIBERIA | VANUATU |
| MADAGASCAR | YEMEN, RÉPUBLIQUE DU |
| MALAWI | ZAMBIE |
| MALDIVES | |

* Classification de l'OP 3.10, Annexe D au 1er juillet 2010.

**ANNEXE E**
**Page 1 de 2**

## INSTRUCTIONS CONCERNANT LE PAIEMENT PAR BON

1. Cette annexe établit les conditions, modalités et procédures de règlement par bon de la portion souscrite par un membre en monnaie nationale.

2. Aucun paiement par bon ne sera autorisé tant qu'une demande d'un tel paiement n'aura pas été soumise à la Banque conformément aux dispositions de la présente Annexe et tant que la Banque n'aura pas approuvé ladite demande.

### A. DEMANDES DE PAIEMENT PAR BON

1. Tout membre souhaitant régler par bon présentera à la Banque une demande écrite en anglais, revêtant pour l'essentiel la forme du modèle de demande de paiement par bon des souscriptions du capital tel que présenté à l'Appendice A de la présente Annexe, signée au nom et pour le compte du membre par le représentant du membre autorisé aux termes de la loi du membre à signer une telle demande. D'une manière générale, une telle demande est signée par le Ministre des Finances du membre ou un responsable ayant un titre équivalent.

2. La demande sera accompagnée d'un modèle de bons que le membre envisage de déposer. Les bons revêtiront pour l'essentiel la forme du modèle de bon figurant à l'Appendice B de la présente Annexe.

3. Chaque demande sera signée en double exemplaire. Un exemplaire sera présenté à la Banque, à l'attention du Vice-Président et Secrétaire, et pourra être transmise par courrier électronique, télécopie ou courrier postal. L'autre exemplaire sera déposé auprès de l'établissement dépositaire du membre.

4. La Banque, après avoir examiné la demande et avant de l'approuver, pourra demander au membre d'autres éléments de preuve pour établir, à la satisfaction de la Banque, que la demande du membre et les bons ont été dûment autorisés, et que lesdits bons une fois signés et remis au dépositaire pour le compte de la Banque seront valides et pour le membre ou le dépositaire, selon le cas, et seront légalement détenus par ledit dépositaire pour le compte et à l'ordre de la Banque. La nature des éléments de preuve à présenter variera nécessairement entre les membres en raison des variations de leurs textes législatifs d'habilitation et selon que les bons constitueront une obligation pour le membre ou le dépositaire. Tous les documents ainsi présentés devront être jugés satisfaisants par la Banque quant à la forme et au fond.

### B. PROCÉDURE DE PAIEMENT

1. Lorsque la Banque approuve une demande soumise conformément à la présente Annexe, elle informe le membre et le dépositaire de ladite approbation, et de toutes les modifications de ladite demande que la Banque aura approuvées et elle autorisera le dépositaire à recevoir, pour le compte de la Banque, les bons revêtant la forme et du libellé approuvés et d'un montant global en principal approuvé, dûment signés par les personnes désignées dans ladite demande.

**ANNEXE E**
**Page 2 de 2**

2. Lorsque le dépositaire a reçu lesdits bons en vertu de ladite approbation elle en informera la Banque dans les moindres délais et conservera les bons pour le compte et sous l'ordre de la Banque.

3. Le dépositaire honorera toutes les demandes et tous les ordres et autres instructions dûment authentifiés des agents de la Banque que la Banque pourra désigner en tant que de besoin, concernant lesdits bons et sera pleinement protégé lorsqu'il agit conformément à l'une quelconque desdites demandes ou l'un quelconque desdits ordres ou instructions.

**ANNEXE E**
**APPENDICE A**
**Page 1 de 2**

**MODÈLE DE DEMANDE DE PAIEMENT PAR BON DE SOUSCRIPTIONS DU CAPITAL**

[Date]

Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Monsieur,

1. (INSÉRER LE NOM DU PAYS FAISANT LA DEMANDE) notifie par la présente son souhait d'effectuer le paiement de la portion libérée en monnaie nationale de sa souscription par bons non négociables et sans intérêt payables à vue conformément au paragraphe 3(d) de la Résolution n° 613 du Conseil des Gouverneurs intitulée « Augmentation générale du capital 2010 » de (INSÉRER LE NOM DU TIREUR DESDITS BONS).

2. Le montant global en principal desdits bons est de (INSÉRER LE MONTANT).

3. Lesdits bons seront libellés en (INSÉRER LES DÉNOMINATIONS) et devront revêtir la forme du modèle de bon annexé à la présente et en faire partie.

4. Il est attesté et certifié par la présente que la signature et la remise desdits bons ont été dûment autorisées conformément à la législation et aux réglementations applicables et que lesdits bons, revêtant ladite forme, une fois signés par l'une desdites personnes autorisées et reçus par (INSÉRER LE NOM DU DÉPOSITAIRE), en tant que dépositaire, pour le compte de votre Banque constitueront une obligation impérative pour le tireur desdits bons conformément à leurs dispositions et qu'ils seront légalement conservés par ledit dépositaire pour le compte et soumis à l'ordre de votre Banque.

5. Il est entendu et convenu que, nonobstant la remise et l'acceptation desdits bons :

a) l'obligation du soussigné, aux termes des Statuts de votre Banque, de verser à votre Banque le montant en monnaie représenté par lesdits bons ne sera honorée que par le versement à votre Banque dudit montant dans ladite monnaie et dans la mesure dudit versement, et

b) les droits et obligations de votre Banque et du soussigné, aux termes desdits Statuts, concernant la valeur de ladite monnaie qu'il est requis de verser à votre Banque et le maintien de ladite valeur demeureront en vigueur et continueront de produire tous leurs effets et, à cet effet, le montant restant non versé desdits bons à tout moment sera réputé être la monnaie du soussigné détenu par votre Banque au titre de la souscription du soussigné au capital social de votre Banque.

**ANNEXE E**
**APPENDICE A**
**Page 2 de 2**

6. (INSÉRER LE NOM DU PAYS) convient par la présente de signer et de remettre à votre Banque tous autres instruments futurs du même type et de fournir tous autres renseignements que vous pourrez raisonnablement demander afin de se conformer pleinement aux dispositions de l'Annexe E de la publication de la Banque intitulée « Procédures de souscription du capital social en application de la Résolution n° 613 du Conseil des Gouverneurs » (Augmentation générale du capital 2010) (mars 2011).

Pour (PAYS)

_____
Signature
(Nom et titre officiel du signataire)

NOTE : La demande devra être signée au nom et pour le compte du membre par l'agent ou le représentant du membre qui est autorisé à signer ladite demande.

**ANNEXE E**
**APPENDICE B**

## MODÈLE DE BON

1. Pour valeur reçue, (INSÉRER LE NOM DU PAYS OU DU DÉPOSITAIRE QUI A ÉMIS LE BON) s'engage à payer à la BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT, à vue, la somme de (INSÉRER LE PRINCIPAL DU BON) sans intérêt.

2. La somme susmentionnée sera payée, en totalité ou en partie, sur demande adressée par lettre, par télécopie ou par message SWIFT à (INSÉRER LE NOM DE L'ÉTABLISSEMENT HABILITÉ À RECEVOIR LA DEMANDE) et le montant demandé sera inscrit au crédit du compte de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ouvert auprès du dépositaire dûment désigné par (INSÉRER LE NOM DU PAYS) conformément à l'Article V, Section 11(a) des Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Si une partie seulement de la somme est exigée et versée, le montant dudit paiement partiel est inscrit au verso du présent bon, ou bien la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a la faculté de demander un nouveau bon, revêtant pour l'essentiel la même forme que le présent bon, d'un montant égal à la somme restant non versée, ledit bon étant établi et remis en échange du présent bon.

3. Le présent est établi et remis conformément aux dispositions énoncées au paragraphe 3(d) de la Résolution n° 613 du Conseil des Gouverneurs intitulée « Augmentation générale du capital de 2010 ».

4. Le présent bon est incessible.

(NOM DU TIREUR)

_____
Signature
(Nom et titre officiel du signataire)

Date : _____

**ANNEXE E**
**APPENDICE C**

[PAPIER À ENTÊTE DE LA BANQUE DÉPOSITAIRE]

**MODÈLE DE CONFIRMATION DE DÉPÔT DE BON**

[Date]

Vice-Président et Secrétaire
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

Monsieur,

Nous avons le plaisir d'accuser réception, le (INSÉRER LA DATE DE RÉCEPTION), d'un billet à ordre d'un montant de (INSÉRER LE MONTANT INDIQUÉ SUR LE BON) de (NOM DU PAYS).

La copie signée du billet à ordre est annexée à la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

_____
Signature
(Nom et titre officiel de la personne
signant au nom de la Banque dépositaire)

Pièce jointe : Copie signée du billet à ordre

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck